Le N° Fr. 2.50 N° 357 15 février 1986 dix-septième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Dévoilé à Buenos Aires :

UNE SWISS-CONNECTION

La presse argentine des derniers mois de 1985 titrait en gros caractères : *"complot suisse"*, *"la conspiration helvétique"*. Qui en a entendu parler ici ? Toujours friands de titres à scandale sur les actes de brigandage et de terrorisme, les médias du pays des banques sont restés d'une discrétion de gnome zurichois. Mais en coulisse, on s'est agité. La veille de la session parlementaire où devait être rendu public le rapport de la Commission d'enquête argentine sur les irrégularités dans la vente de l'entreprise d'électricité CIAE à l'Argentine, Edouard Brunner, secrétaire d'Etat du Département des Affaires étrangères de Berne débarquait à Buenos Aires, pour éviter le pire. Un an plus tôt, son chef, le socialiste Pierre Aubert, avait aussi fait le voyage pour – selon la *Neue Zürcher Zeitung* du 8 octobre 1984 – *"faire connaître l'inquiétude du Conseil fédéral et des milieux industriels intéressés, ainsi que de l'opinion publique"* à propos de la CIAE. *"Cette polémique est de nature à troubler le climat économique entre la Suisse et l'Argentine"*, insistait le grand journal financier.

Mais sur quoi porte cette polémique ? L'opinion publique suisse, appelée à la rescousse, n'en sait rien tant est grand le silence, contrairement à Buenos Aires. C'est que d'importants Helvètes, de la finance et du gouvernement, ont trempé dans le complot. Entre 1976 et 1978, tandis que la dictature massacrait le peuple argentin, Motor Columbus et des grandes banques vendaient leur entreprise électrique CIAE, lourdement endettée, pour un prix surfait à l'Etat argentin.

Ce sale marchandage, impossible sans tenir à l'écart l'opinion publique, s'est effectué dans les règles de l'art : Suisses ou Argentins avaient leurs pseudonymes, leurs codes et rendez-vous secrets, leurs intrigues. M. Kohn et H.P. Enderlin de Motor Columbus, G. Tobler de l'UBS, l'ancien conseiller fédéral E. Brugger, l'ambassadeur W. Frei, les hauts fonctionnaires P. Jolles et E. Stopper tiraient les ficelles, associés en Argentine aux frères J. et R. Alemann, au père et au fils F. Soldati, au ministre de l'Economie Martinez de Hoz. Les cerveaux de la conspiration se cachaient à Baden et Berne. Leur arme, tout aussi redoutable qu'une charge ou un revolver : le chantage aux crédits, qui leur permettait de tenir les dictateurs argentins en otage.

Ce terrorisme économique de haut vol illustre comment la Suisse "brave et neutre" traite le tiers monde. La politique étrangère et économique de la Suisse est celle d'un vampire impérialiste. Ecoutez le rapport des parlementaires argentins : *"La politique de destruction systématique de notre économie méticuleusement pratiquée par la dictature – "l'opération Italo"* (= CIAE, réd.) *en est la preuve – est étroitement liée à la politique simultanée et parallèle de peur, de terreur et d'écrasement de tous les droits et libertés. Sans le vandalisme brutal de la répression politique et sociale qui a frappé le pays pendant des années, cette politique économique n'aurait pas pu être poursuivie et l'opération Italo n'aurait peut-être pas réussi. Bradage de l'économie nationale et terrorisme d'Etat, voilà les deux faces de la même sinistre médaille."*

La Brèche

AFFAIRE CIAE EN ARGENTINE :

LE COMPLOT DES BANQUES SUISSES

PHILIPPINES :

Des élections dans le sang

En mouvement

Manifestation nationale
pour une politique d'asile ouverte
samedi 1er mars, Berne

Les comités d'asile et diverses organisations appellent à une manifestation nationale le samedi 1er mars à Berne. A un moment où la politique suisse d'asile se dégrade de plus en plus — expulsion prévue des Tamouls, révision de la loi sur l'asile — il est absolument nécessaire de manifester publiquement et massivement notre indignation. Aussi retenez cette date :

Berne, samedi 1er mars, 14h30 rassemblement sur la place Fédérale, 15h manif vers Münsterplatz.
(Le soir éventuellement une fête.)

Les mots d'ordre de la manif sont :
— contre les expulsions;
— contre la dégradation de la loi sur l'asile;
— pour une politique d'asile ouverte.

ASSEMBLÉE de
SOS Asile Nord Vaudois
avec *M. ROLAND BERSIER,*
juge cantonal, qui parlera du Chili, et qui répondra aux questions sur la nouvelle loi sur l'asile.

vendredi 28 février, 20h, Cure catholique, 14, Maison-Rouge, YVERDON

Organisée par SOS Asile Nord Vaudois, case postale 73, 1401 Yverdon.

Soirée d'information sur la santé au NICARAGUA

Témoignages d'infirmières, physiothérapeutes, sages-femmes.

jeudi 27 février, 20h
Centre universitaire protestant de GENÈVE
2, avenue du Mail, 7e étage

Organisée par le Groupe romand solidaire de la santé au Nicaragua.

AFRIQUE DU SUD : L'APARTHEID MENACÉ ?

Discussion avec
JACQUES SCHNEIDER,
journaliste et spécialiste de l'histoire de l'Afrique du Sud

mercredi 19 février, 12h15, Université de Lausanne, Dorigny, Bâtiment central, salle 7219
(entrée Faculté des lettres)

- Qu'est-ce que l'apartheid aujourd'hui ?
- Le régime actuel veut/peut-il l'abolir ?
- Quelle est la signification et quelles sont les perspectives des luttes actuelles ?
- Une solution pacifique est-elle possible?
- Quelle est la politique des gouvernements occidentaux vis-à-vis du régime de Pretoria ?
- Que pouvons-nous faire en Suisse ?

Org. : **Comité Uni Brèche,** case postale 64, 1015 Lausanne

Conférence sur
les théories pseudo-scientifiques justifiant le racisme,
donnée par le professeur
GEORGES PETERS

vendredi 28 février, 18h Université de LAUSANNE, bâtiment de Rumine, aula, place de la Riponne

Organisée par l'Université de Lausanne.

AFRIQUE DU SUD : QUEL AVENIR ?

soirée avec :
— un montage audiovisuel,
— des témoignages de personnalités sud-africaines,
— un débat.

mardi 25 février, 20h30, CPO (Centre paroissial d'Ouchy) 2, ch. de Beau-Rivage, **LAUSANNE**

Organisée par : Mouvement anti-apartheid de Suisse (MAAS), Action de Carême, Pain pour le prochain.
Soutenue par : Groupe Eglise du mouvement anti-apartheid, Comité anti-apartheid Vaud (CAAV).

8 mars
Journée internationale des femmes
MANIFESTATION NATIONALE
samedi 8 mars, 14h, BALE

Programme :

14h **Départ de la manifestation depuis Claraplatz** (depuis la gare prendre le tram 1 ou 8).
16h30 **Assemblée avec la participation de deux syndicalistes sud-africaines** (dans la Reithalle de la Kulturwerkstatt Kaserne). Vidéo, discussion.
20h **Grande fête femmes** (au restaurant Hirscheneck, Lindenberg 23, depuis la gare tram 2 jusqu'à Wettsteinplatz).

Org. : Action Boycott d'Afrique du Sud BS; Assemblée de femmes autonomes BS; Bäsefront; Centre — femmes BS; Commission femmes SLP; Commission femmes VPOD; Groupe femmes antigena ZH; Ligne téléphonique BS; OFRA; POCH; PSO; Restaurant Hirscheneck BS

ACTION BANANES DU NICARAGUA

L'action
Ecouler en quatre jours (du 19 au 23 mars) dans toute la Suisse au moins 12 tonnes de bananes en provenance directe du Nicaragua.

Pourquoi ?
Pour aider le Nicaragua à trouver de nouveaux débouchés commerciaux pour ses bananes. Pour soutenir une nouvelle démocratie à la recherche de solutions de développement originales. Pour encourager un commerce équitable avec le tiers monde.

Le prix
Environ 2.60 francs le kilo, dont 25 o/o pour la solidarité.

Pré-commandes
jusqu'à fin février. Les bananes précommandées seront distribuées du 20 au 23 mars au : Conseil oecuménique des Eglises (COE), 150, rte de Ferney, 1211 Genève 20; et au : Magasin du Monde ("Au Magas"), 7, bd Carl Vogt, 1205 Genève. Livraison assurée pour les commandes de 10 kilos et plus.

A commander, avant fin février, à C. Rodriguez, 35, rue Liotard, 1202 Genève.

A Genève, cette action est soutenue par les Magasins du Monde et OS3, des organisations d'entraide, les commissions tiers monde de l'Eglise nationale protestante et l'Eglise catholique romaine, et le Rassemblement contre l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale (comprenant 30 organisations).

Achetez la "Nica", plus petite, plus tachetée, plus délectable, plus parfumée.
(C'est vrai, note de la claviste gourmande.)

LA CHAUX-DE-FONDS : CONSULTATION OU NÉGOCIATION

Dans la *VO — Réalités* (organe du POP), No 4, un article non signé s'attaque à une prise de position de la commission féminine du SSP (Syndicat des services publics) de La Chaux-de-Fonds. L'exécutif de la ville (CC) veut réviser le statut du personnel communal. **La commission féminine constate que le CC refuse le congé-maternité de 16 semaines pour toutes les femmes et qu'il ne dit mot sur la protection contre le licenciement.** Ce projet est soumis à une "consultation" du syndicat, et non pas à une négociation. Voilà donc ce que propose un exécutif à majorité de gauche (PS et POP). Est-ce cette "réalité" qui gêne la *VO* ? Pourquoi cette attitude paternaliste pour défendre le CC en ces termes : *"Alors que trop souvent le syndicat se plaint que l'on refuse de l'écouter pourquoi cette polémique quand il trouve une oreille attentive ?"* Vraiment ?

Alors pourquoi cette "oreille attentive" a-t-elle refusé jusqu'ici cette revendication du SSP, **appuyée par une pétition signée par 350 travailleurs ?** Pourquoi le CC refuse-t-il d'appliquer **la motion de notre camarade Suzanne Loup,** acceptée par le parlement communal ? Il est piquant de constater que la ville de **Neuchâtel (de droite) a accepté cette revendication à l'unanimité.** Voilà pourquoi nous retournons à la *VO — Réalités* ses propres doléances : *"Il y a là malheureusement une attitude qui ne peut que desservir la bonne cause qu'il se doit de défendre."* Affirmatif ou no comment ?

José Sanchez

À proPSO

la brèche

POUR UNE SUISSE SANS ARMEE

CONTRIBUTIONS AU DEBAT

Fr. 5.–

UNE SUISSE SANS ARMÉE

Contribution au débat sur la défense nationale, le PSO publie une brochure regroupant une série d'articles (parus dans *La Brèche*) sur l'armée et les dépenses d'armement. Vous y trouverez notamment la série de cinq articles d'André Meylan sur la défense nationale, le fameux débat sur l'achat controversé des chars Leopard II, les joies de la "justice" militaire, le service civil, la protection civile, l'intégration des femmes à l'armée, etc. On peut se procurer cette brochure pour la modique somme de 5 francs, auprès de nos sections.

Lisez *INPRECOR,* revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IVe Internationale. En vente dans nos librairies et nos locaux.

* * *

RECTIFICATIF

Contrairement à ce que nous avions écrit par erreur dans la dernière *Brèche* au sujet du congrès des femmes de l'USS, ce n'est pas Ruth Dreifus qui s'est opposée à l'initiative du PSO, mais bien le bureau de la commission féminine. D'abord en s'opposant à l'entrée en matière, puis contre le mot d'ordre de soutien à l'initiative. Rappelons que celle-ci, malgré l'opposition du bureau, a néanmoins recueilli le soutien de l'assemblée par 59 voix contre 43. Avec toutes nos excuses.

La rédaction

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
Dévoilé à Buenos Aires : complot suisse en Argentine 1

POLITIQUE
Politique d'asile : le chemin de la dignité 3
Révision du droit d'asile : autocrates et misanthropes 3
Elections vaudoises : une alternative à gauche 8
Congrès du PSN : travail de nuit mis à l'ombre 8

SOCIAL
Alusuisse en Valais : une crise payante ! 4
Capitalisme et crise 4
Genève, refus de la loi Wellhauser : la claque 5
Fribourg : à l'heure de l'inquisition 5

DOSSIER
Finance suisse et dictature argentine : le grand complot de l'Italo 6 - 7
Chronique d'un complot 6
Un véritable polar... 6 - 7

INTERNATIONAL
Désarmement : la "bombe" de Gorbatchev 9
FRANCE : "Réhabiliter la gauche". Entretien avec A. Krivine 9
SAHARA OCCIDENTAL : une guerre quotidienne, interview 10
Notes internationales 10

À LIRE
Un livre de Z. Kowalewski : "Rendez-nous nos usines 11

L'ÉVÉNEMENT
PHILIPPINES : une crise sans précédent 12
La bouteille à encre 12

abonnez-vous

Abonnements à *La Brèche* :
une année, enveloppe ouverte 55.–
une année, enveloppe fermée 65.–
une année, étranger (Europe) 80.–
abonnement de soutien 100.–
abonnement d'essai (7 num.) 13.–
(au lieu de 17fr.50)

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Politique d'asile :

Elle est belle, la Suisse, en ces temps d'exil, de quête d'asile et de misère. Il est beau, le spectacle de nos autorités mégotant l'accueil, triant les motifs, comptant et recomptant "leurs" demandeurs, telle une mercière ses boutons de culotte. A l'exemple de l'Europe occidentale du reste, encore riche malgré la crise, mais plus Shylock que jamais. Brûlot gauchiste bien connu, Le Monde constate, avec son exagération coutumière : "Le problème des demandeurs d'asile est en effet paradoxal : non seulement c'est dans les pays qui comptent parmi les plus riches du monde qu'il est débattu de façon la plus passionnelle, mais encore il porte sur des chiffres qui, replacés dans le contexte planétaire, paraissent dérisoires. L'Europe n'accueille en effet qu'une très faible part (de l'ordre de 5 o/o) des quelque dix millions de personnes qui fuient aujourd'hui les massacres et les persécutions." (4 février 1986) Cela à quelques années du bicentenaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et du Citoyen (1789)... La marche inexorable du progrès nous ramènera bientôt au Moyen Age. Outrance polémique ? Hélas, non, puisque le même quotidien peut résumer toute la politique européenne d'asile en un seul sous-titre accusateur : "l'art de refouler". Voilà la réalité : le droit d'asile est mort, le refoulement triomphe. Le reste, tout le reste, n'est que poudre aux yeux, hypocrisie officielle et hoquets

LE CHEMIN DE LA DIGNITÉ

vite ravalés de la mauvaise conscience bourgeoise. D'une seule voix, les gouvernements européens entonnent l'un des requiems les plus honteux de leur histoire : "qu'ils crèvent, ces réfugiés !"

Il n'y a pas d'aménagement de cette politique, tout entière axée sur le refus. Poli ou brutal, un renvoi reste un renvoi. La récente prise de position du Parti socialiste suisse (PSS) le démontre. Ayant accepté les principes essentiels de la bourgeoisie en matière de contingentement des étrangers, il ne peut que s'y tenir. Et revendiquer lui aussi, "l'identification à l'aide de la dactyloscopie" des requérants, tout en tapant sur la table : "l'internement doit être organisé et appliqué, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui". Le PSS ajoute quand même une petite feuille de vigne humanitaire à sa position — "Si, en dernière extrémité, l'expulsion apparaît nécessaire, elle devra se faire dans le respect de la dignité humaine et conformément aux principes humanitaires." Mais elles sèchent vite, les feuilles de vigne : "Ceux qui fuient le fisc, étrangers et Suisses, viennent aussi chez nous par tradition. Maintenant, ce sont les pauvres qui arrivent. Manifestement, ils nous créent plus de problèmes." (Helmut Hubacher, président du PSS.)[1] *Il n'y a pas si longtemps, elle chantait, cette gauche-là; L'Internationale, par exemple. A la poubelle, L'Internationale, son genre humain et ses réfugiés. Place au réalisme et à la Police des étrangers ! Avec armes et bagages, mais sans panache, le PSS capitule devant une politique pourtant clairement dirigée contre les réfugiés.*

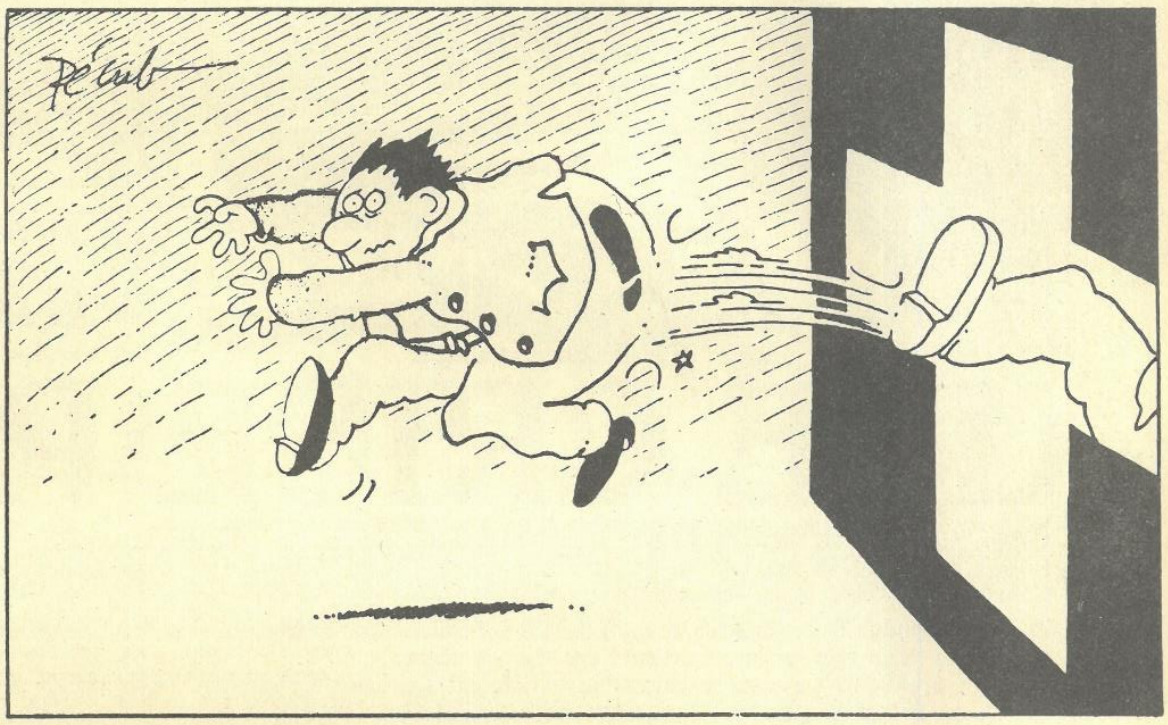
A tel point que tout ce qui s'y oppose, tout ce qui la freine, dessine les contours d'une véritable politique d'asile. A commencer par la réfutation de l'hystérie anti-réfugiés, de ses mensonges et de ses silences. En soulignant combien les actionnaires helvétiques qui descendent aujourd'hui le rideau de fer ont profité et profitent encore de l'exploitation et de l'oppression à l'origine du flux des réfugiés. En défendant la conception la plus large, y compris collective, du droit d'asile. En dénonçant la violation des lois et des traités internationaux par les autorités. En protégeant les requérants contre le refoulement, l'arbitraire étatique et l'absolutisme policier. En prenant résolument le chemin de la solidarité des exploités et des opprimés, qui est aussi celui de la dignité. Sans quoi le poète ne pourra que répéter : "Mon pays, mon pays a des mares, et larmes le jour le soir les fait sang."

Eric Peter

1. Toutes ces citations sont tirées du bimensuel du PS fribourgeois, *Travail* du 24 janvier 1986.

Révision de la loi sur l'asile :

Autocrates et misanthropes



Datant de 1981, la loi sur l'asile va vers sa deuxième révision. La campagne officielle menée contre les réfugiés, comme la pratique actuelle des autorités donnent tout son sens à cette révision. On pourrait même se demander si cette mise à jour était utile, tant la loi ne fut jamais moins respectée qu'en cette affaire. On notera toutefois que le Conseil fédéral pourra désormais suspendre — selon les circonstances, c'est-à-dire selon son bon plaisir — le droit d'asile. De l'arbitraire à s'en faire péter les bretelles. C'est ainsi que les démocrates qui nous gouvernent tendent la main aux dictateurs. En renvoyant leurs victimes et en adoptant leurs méthodes.

Cette deuxième révision a été demandée immédiatement après le premier ravalage de 1984 par deux motions des radicaux Hefti et Lüchinger. Ils exigeaient la prise en compte, lors de l'octroi de l'asile, de "besoins et d'éléments intérieurs". De quoi s'agit-il ? Eh bien de la "surpopulation étrangère", par exemple. Conséquence logique, la question des réfugiés était ainsi placée à la même enseigne que la politique suisse du marché du travail, où une partie de la force de travail (immigrée) est dosée et contrôlée par des méthodes policières.

L'illégalité instituée légalement

La nouvelle révision répond de toute évidence à ces "besoins intérieurs", puisqu'elle autorise tout simplement le Conseil fédéral à suspendre le droit d'asile. Selon les dispositions légales en vigueur, cela n'était possible qu'*"en période de tensions internationales graves ou en cas de conflit armé dans lequel la Suisse n'est pas engagée"* (Art. 9). Aujourd'hui, on y ajoute l'élément suivant : *"De même lorsque se produit, en temps de paix, une affluence extraordinaire de requérants d'asile, la Suisse accorde l'asile à des réfugiés aussi longtemps que les circonstances le permettent."* (*Feuille fédérale,* No 1, volume I, 14 janvier 1986.) Cyniquement, le message du Conseil fédéral justifie cette clause élastique en invoquant *"le contexte prédominant de notre ordre juridique, soumis au principe de la légalité"*. Autrement dit, on veut bien agir illégalement, pourvu que la loi nous y autorise !

Ce n'est pas par hasard que le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU fait remarquer qu'une telle disposition revient, pour la Suisse, à "influencer" unilatéralement les deux accords internationaux de 1951 et 1967, dont elle est pourtant signataire.

Criminalisation des réfugiés

Dans le même sens, d'autres articles de la loi durcissent l'attitude officielle à l'égard des réfugiés. L'écart séparant le criminel du réfugié va s'amenuisant, dans notre beau pays. Ainsi à l'avenir, les autorités cantonales soumettront tous les requérants à des *"mesures d'identification"*, comme on dit dans les commissariats. *"L'autorité cantonale (...) prend les empreintes digitales et une photographie"* du requérant (Art. 15, alinéa 5).

En outre, l'Office fédéral pourra désormais statuer sans entendre personnellement le requérant, *"sur la base du dossier"* (Art. 16). Quand on connaît la virtuosité avec laquelle les fonctionnaires de l'Office trouvent de quoi rendre une requête infondée, ces nouvelles compétences font froid dans le dos. Ils feront fonctionner le couperet bureaucratique *"sur la base du dossier"*, loin, très loin, du regard du requérant. Pour le bourreau, la victime ne doit plus avoir forme humaine.

Autre nouveauté : la *"détention en vue du refoulement"*, introduite dans la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers. Elle autorise les cantons à détenir un réfugié jusqu'à trente jours afin d'organiser son refoulement. Le temps d'emballer correctement la marchandise, avant de l'expédier à Mobutu, Evren ou autre dictateur, en quelque sorte.

La dissuasion, tous azimuts

Ces modifications légales ne sont que la traduction juridique de la pratique courante — et illégale — des autorités fédérales. Par tous les moyens, les réfugiés doivent être tenus à l'écart de la Suisse. S'ils parviennent à y pénétrer, ils seront traités de telle manière qu'ils finiront par souhaiter ardemment quitter le pays. On appelle cela la dissuasion. De Gaulle en avait fait la pierre de touche de sa stratégie nucléaire; le Conseil fédéral, lui, vise courageusement les réfugiés. On a les missions historiques qu'on peut...

Depuis le début de l'année, la stratégie de la dissuasion made in Switzerland s'est développée sur le terrain. Les ordonnances d'application de la loi sur l'asile ont été modifiées, sans soulever trop de vagues. Le durcissement était pourtant nettement visible. En même temps, la chasse aux sorcières, enfin aux réfugiés, repartait de plus belle. A peine l'affaire des Tamouls violeurs dégonflée, Mme Sherlock Kopp — soudainement chargée de la lutte contre la drogue — relançait la meute. Campagne de presse à l'appui, les Tamouls devenaient d'horribles revendeurs d'héroïne. Façon de faire passer la pilule de l'expulsion brutale des Zaïrois, que l'opinion publique avait mal avalée, et de préparer celle des Tamouls. La mise en scène de Mme Koppola ne s'arrête pas là : le jour où elle découvre des kilos d'héroïne, elle annonce que les ambassades suisses à l'étranger feront aussi de la dissuasion. A coup d'annonces et de tracts. Sur le thème "La Suisse, un pays pourri pour les réfugiés". Fini, le paradis helvétique. Même pour Bébé Doc, qui n'était pas au courant. Mais pas pour ses capitaux. L'argent, ça n'a pas de passeport.

Fritz Osterwalder

Alusuisse en Valais :

UNE CRISE PAYANTE !

Interfoto

La saga valaisanne de la multinationale de l'aluminium Alusuisse a connu bien des rebondissements ces dix dernières années. Premier acte : les paysans valaisans se révoltent. Les déchets de fluor déversés par les cheminées d'Alusuisse détruisent leurs arbres fruitiers, abricotiers en premier lieu. (Voir l'important dossier que *La Brèche*, No 71, de juin 1973, avait consacré à ce scandale.) Deuxième acte : les licenciements. De 1981 à 1985, 450 emplois sont supprimés, et 250 nouvelles suppressions sont prévues pour 1986. Troisième (et vraisemblable non-dernier) acte : les contribuables valaisans sont appelés au secours d'Alusuisse. L'Etat du Valais s'apprête à racheter l'ensemble des installations hydro-électriques du canton appartenant à la multinationale.

Notables démocrates-chrétiens, autorités cantonales et sphères dirigeantes de l'entreprise s'entendent comme larrons en foire... sur le dos des salariés. Une série d'articles du journal *Rote Anneliese* [1], du Haut-Valais, en a largement rendu compte. Voyons les faits.

Une présence tentaculaire

5000 emplois dépendent directement ou indirectement des usines Alusuisse de Chippis et de Viège. C'est beaucoup pour un canton pauvre en industries. Durant des décennies, des milliers de salariés ont accepté des bas salaires, avalé des poussières nocives et subi des conditions de travail pénibles pour construire la prospérité de la multinationale. Une prospérité obtenue grâce également à un accès quasi gratuit à la matière première indispensable pour la production d'aluminium : l'énergie hydro-électrique.

En 1908, Alusuisse installe sa première usine du Valais à Chippis. Les centrales hydro-électriques de Rottens et du Val d'Anniviers livrent alors l'énergie nécessaire. Depuis, l'entreprise s'est constitué un véritable petit empire dans ce secteur, contrôlant la production de deux milliards de kilowatts-heure par année. Ainsi Alusuisse contrôle à 100 o/o les forces motrices du Rhône, de Bramois, de Lötschen, de Mörel, de Turtmann, de Navizence, d'Ernen et d'Oberems, et possède une participation de 50 o/o et plus dans celles d'Aletsch, Ganterbach-Saltina, Münster, Aegina SA (Ulrichen) et de Merezenbach (Münster). Dans sept autres usines hydro-électriques, Alusuisse détient des participations minoritaires.

L'accès aux cours d'eau fut possible grâce à l'octroi de nombreuses concessions, accordées à bas prix. Aujourd'hui Alusuisse contrôle le 20 o/o de la production d'électricité du canton du Valais.

Le trust en crise

Depuis des années, la *Neue Zürcher Zeitung* consacre des éditoriaux au vitriol visant le conseil d'administration d'Alusuisse. Celui-ci rassemble des représentants des banques, de Nestlé, des politiciens bourgeois (le très réactionnaire PDC et ex-conseiller d'Etat Guy Genoud en tête) et de Brown Bovery (BBC). Rien à voir donc avec d'obscurs administrateurs de province. Les reproches sont nombreux : incompétence, folie des grandeurs, endettement excessif de l'entreprise, jetons de présence astronomiques. Venant de l'organe de la grande bourgeoisie zurichoise, ces reproches pourraient étonner.

Pas tellement, en fait. Car Alusuisse annonçait en 1984 un chiffre d'affaires de 8,3 milliards de francs avec un effectif de 35 329 salariés, dont 7711 en Suisse. Or, "rentabilité" oblige, l'entreprise a liquidé, ces dernières années, plus de 10 000 emplois, dont 500 en Valais. Poursuivant une politique d'acquisition tous azimuts, elle s'est en outre endettée jusqu'au cou. A moyen terme, pour une somme de 2,687 milliards ; à long terme pour 3,621 milliards de francs, soit un total de 6,308 milliards de francs.

Mais si les salariés sont appelés à passer à la caisse (ou à la trappe), il n'en va pas de même pour les banques qui ont encaissé près de 300 millions de francs d'intérêts en 1984. Ni pour les actionnaires du reste. L'assemblée générale annuelle de 1985 en effet leur accordait un dividende de 6 o/o, représentant une somme de 44 millions ! Dans le même temps, on préparait le licenciement de 250 travailleurs/euses des usines valaisannes. Pourquoi s'inquiéter lorsque les dividendes augmentent ?

Qui casse ne paie pas !

Non content des rationalisations frappant les salariés, Alusuisse cherche également à diminuer ses frais généraux et à capitaliser sur certains avantages, telles les concessions hydro-électriques.

De façon générale, ces concessions obtenues auprès du canton ont une validité limitée dans le temps. Arrivée à échéance, la concession retourne à la commune propriétaire du cours d'eau, qui reçoit gratuitement les installations de captage d'eau et, moyennant un prix assez bas, celles de transformation de la force hydraulique en électricité. De plus, dès l'échéance échue, l'ancienne entreprise concessionnaire paie son électricité au tarif normal. Durant les prochaines vingt années, de nombreuses concessions d'Alusuisse arriveront à terme. Mais, à tout seigneur tout honneur, cela n'a pas empêché le conseil d'administration d'imaginer un bon stratagème afin d'encaisser de l'argent frais, lui permettant d'amortir quelque peu les dettes qu'il a lui-même suscitées. Il suffisait d'y penser ! Grâce à la complaisance, fort bien rémunérée, des notables PDC, Alusuisse est sur le point de vendre toutes ses concessions au canton pour une somme de 600 millions de francs, le canton devant lui garantir des livraisons d'électricité au prix coûtant, hiver comme été. Selon le directeur Springe d'Alusuisse-Valais, l'entreprise paiera ainsi de 3,5 à 4 centimes le kilowatt-heure. A titre de comparaison, le kilowatt-heure produit par la centrale nucléaire de Leibstadt revient à 12 ou 15 centimes. Un beau cadeau sans conteste. Cela signifie, pour Alusuisse, des dizaines de millions d'économies. Pour financer l'achat, le canton devra en outre s'endetter, c'est-à-dire engager les futurs impôts des contribuables. Si jamais Alusuisse s'effondre un jour, ces mêmes contribuables paieront une fois de plus les pots cassés. Décidément, il y a quelque chose de pourri au royaume de l'Etat-PDC valaisan.

A. Meylan

1. *Rote Anneliese*, novembre 1985 et janvier 1986.

CAPITALISME ET CRISE

Japon :

UNE ÉCOLE AU CARRÉ

Si l'on en croit les statistiques officielles, 92 o/o des élèves nippons obtiennent un baccalauréat. Formidable résultat qui place l'Empire du Soleil levant en tête des pays industrialisés en matière d'éducation. Mais derrière la statistique, la réalité. Une réalité qui n'a rien de démocratique ou d'égalitaire. L'entrée à l'université, en effet, est strictement filtrée par des concours. En 1985, ils n'ont épargné que ceux qui ont suivi les meilleurs lycées et fréquenté, en plus, des établissements privés fort chers, préparant spécialement à l'épreuve.

Cette extraordinaire compétition pour entrer dans la meilleure école ou le meilleur lycée a, d'après Yoshio Murakami, spécialiste de l'éducation dans un grand quotidien, des conséquences certaines sur le climat de tension et de violence caractérisant les écoles japonaises. Un seul chiffre : en 1984, **523** cas de persécution physique ont été signalés (**23 o/o** d'augmentation par rapport à l'année précédente). Parmi ces 523 cas, plusieurs morts... (Le remarquable film *Kazoku Game (Jeux de famille)*, de Yoshimitsu Morita (Japon, 1983) est consacré à ce problème, n.d.l.cl.)

Face à cette gabegie, des réformes sont proposées. L'une d'elles mérite d'être citée : privilégier les enfants de 11 ou 12 ans dotés d'un QI supérieur (quotient intellectuel) en leur donnant une formation particulière de futurs chercheurs ou de futurs chefs. Pour les autres, maintien des bonnes vieilles méthodes : une instruction favorisant les exercices de mémoire et inculquant l'obéissance. Une égalité à deux vitesses en somme !

Israël :

LA FIN D'UN MYTHE

En Israël, les mythes se succèdent et s'effondrent. Voici le dernier en date : la fameuse société sioniste égalitaire est en fait... une des plus inégalitaires des pays occidentaux. Une enquête du Centre d'études de la politique sociale, un organisme indépendant de Jérusalem, le confirme.

Voyez plutôt. *"Les 10 o/o d'Israéliens les plus riches se partagent 40 o/o du revenu national (contre 30 o/o aux Etats-Unis). Le club des très riches (1 o/o de la population) reçoit 12 o/o de la totalité des revenus nets d'impôt (contre 8 o/o en Europe et 10 o/o aux Etats-Unis). A eux seuls, ces quelques milliers d'Israéliens gagnent presque autant que la moitié des ménages les plus pauvres. Au bas de l'échelle, 30 o/o des familles recueillent à peine plus que les miettes du gâteau (4 o/o du revenu global). (...) Les 10 o/o d'Israéliens les plus aisés, qui devraient en théorie payer 45 o/o de l'impôt, n'en versent que 34 o/o."* (*Le Monde*, 20 septembre 1985) Cette étude ne s'intéressait qu'à la distribution des revenus des ménages et ne touchait pas aux disparités de capital. Ce qui permet à l'auteur de l'enquête de conclure : *"Les vrais riches n'apparaissent pas dans notre étude."*

Burke

Fribourg :

À L'HEURE DE L'INQUISITION

L'enseignement de la philosophie est en passe de devenir une activité dangereuse dans la capitale fribourgeoise. On se souvient peut-être de "l'affaire Baraldi" qui avait défrayé la chronique voici quelques années. Ce professeur de philosophie au collège Saint-Michel s'était vu retirer ses cours car son enseignement ne cadrait pas assez bien avec les normes de l'orthodoxie, chères aux yeux des responsables du Département de l'instruction publique (DIP). Pétition et interventions au Grand Conseil n'avaient eu aucun effet. Depuis lors, le professeur Baraldi enseigne l'italien, matière jugée moins sulfureuse.

Aujourd'hui on fait mieux. Et on renoue avec les vieilles traditions de l'inquisition, le bûcher en moins. En effet un autre professeur de philosophie, M. Guido Staub, enseignant aux collèges Saint-Michel et Sainte-Croix, fait l'objet depuis une dizaine de jours d'une surveillance ordonnée par le directeur de l'Instruction publique. Cette surveillance a pris la forme (rondouillarde) d'un dominicain de 77 ans, ancien professeur à l'université, qui suit les cours de M. Staub afin d'établir un rapport. Le malheureux "pestiféré" enseigne la philosophie depuis une vingtaine d'années dans les collèges fribourgeois. Officier à l'armée, il avait néanmoins pris position en faveur de l'initiative Pour un authentique service civil. Grave déviation, d'origine peut-être philosophique, qui a dû mettre la puce à l'oreille aux inspecteurs en rectitude de l'Instruction publique. Mais, plus grave encore, ce professeur impénitent admet *"qu'il préfère inciter les étudiants à réfléchir, éveiller leur sens critique, plutôt que de s'en tenir à l'histoire de la philosophie"* (*La Suisse*, 7 février 1986).

Des étudiants qui se posent des questions...! Suprême horreur qui a fait réagir comme un seul homme le chef du DIP (le démocrate-chrétien Marius Cottier), la directrice de Sainte-Croix (Sœur Uta Fromherz) et Mme Esther Fäh, présidente d'une association de parents. Cette dernière du reste ajoute le plus sérieusement du monde : *"Les élèves ne sont pas contents. M. Staub n'enseigne pas la philosophie comme on l'entend, il leur apprend à réfléchir."* (*La Suisse*, 7 février 1986)

La philosophie "comme ils l'entendent" ressemble à quoi ? Visiblement à quelque chose qui "n'apprend pas à réfléchir". Depuis quand les collèges fribourgeois devraient-ils susciter la capacité de réflexion auprès de leurs élèves ? Il y a des programmes amoureusemnt élaborés par les spécialistes du DIP à ingurgiter par cœur et à recracher au bon moment. Un point c'est tout. Qu'est-ce que c'est que cette histoire "d'élèves qui réfléchissent" ? Aussi le mot de la fin appartient-il à notre dominicain inquisiteur : *"La presse n'a pas à se mêler de cette histoire."* Z'avez compris ? Repos, rompez !

P. Girardet

Rejet de la loi Wellhauser à Genève :

La claque

Interfoto

Meyrin, des appartements à vendre. Le profit contre les besoins des locataires.

Moins d'un an après la victoire des locataires lors de la votation sur les congés-ventes, les milieux immobiliers et la droite ont subi une nouvelle défaite : un projet *(la loi Wellhauser, voir encart)* de subventionnement pour l'accession à la propriété d'une frange très aisée de la population a été balayé par plus de 70 o/o des votants.

Au-delà des dispositions précises de ce projet de loi et des arguments échangés, on peut tirer de ce scrutin deux réflexions d'ordre général.

Politique active

En combinant une politique constante de défense immédiate et élémentaire des intérêts des locataires (assistance juridique, en particulier) à des campagnes contre les milieux immobiliers, les associations de défense de locataires ont acquis une crédibilité très large. Et, à l'inverse, elles ont réussi à saper toute légitimité à l'adversaire. A tel point que pour cette dernière votation, une étude de marché recommandait de laisser les milieux immobiliers dans l'ombre, vu leur mauvaise image de marque. Le Parti libéral, de son côté, a même créé pour l'occasion une Union genevoise des locataires en soutien au projet de son conseiller d'Etat.

Les diverses victoires des locataires en votation, comme les brillantes élections des candidats socialistes au Conseil d'Etat — ils se présentaient sous la bannière des locataires — témoignent également de cette situation. La preuve est donc faite : une politique de défense sans compromis, constante, incisive, voire offensive, paie et permet des victoires.

Mais pourquoi limiter cette méthode au terrain du logement ? Le mouvement syndical ne pourrait-il pas en prendre de la graine ? Est-il inconcevable, à long terme, de convaincre la majorité de la population de la légitimité des revendications syndicales ? Et de l'amener à se méfier des arguments patronaux, comme c'est le cas actuellement à propos du logement. La politique actuelle du mouvement ouvrier majoritaire ne prend malheureusement pas ce chemin.

Toucher à la vache sacrée

Deuxième point : l'ensemble de ces victoires législatives ont abouti à ce que le locataire genevois est probablement le mieux protégé de Suisse. Cette protection légale ne met cependant **pas un seul logement de plus sur le marché**, et les milieux immobiliers ne manquent pas de le faire remarquer à chaque occasion. Mais elle empêche néanmoins les propriétaires et régisseurs de profiter "pleinement" de la crise du logement qui sévit à Genève, sans, pour autant, tracer une perspective pour en sortir. Ainsi le vote "locataire", évoqué ci-dessus, ne se transfère pas, et de loin, vers un vote en faveur des partis de gauche à l'occasion d'élections. Au contraire : la "solution" de Vigilance à la crise du logement apparaît comme simple et crédible *("on est trop, faisons de la place...")* et payante électoralement.

Pour lutter contre cette poussée de l'extrême droite tout en répondant à l'aggravation de la crise du logement, l'élaboration par la gauche d'une politique alternative du logement est indispensable. Elle devra tenir compte d'une série d'exigeances difficiles à concilier : maintien d'espaces verts dans et hors de ville, transports, valeur architecturale, aspects de développement régional, etc. Mais elle devra aussi s'attaquer à la vache sacrée de la liberté du commerce et de l'industrie, à laquelle les dispositions légales prises jusqu'ici n'ont finalement que peu touché.

Sam

PROVOCATION

La loi Wellhauser, du nom du conseiller d'Etat libéral père du projet, se proposait de favoriser l'accession des "classes moyennes" à la propriété de leur logement. Adoptée en avril 1985 par le Grand Conseil, cette loi a été immédiatement attaquée par un référendum lancé par les partis de gauche et le Rassemblement en faveur d'une politique sociale du logement. Le référendum ayant abouti, le projet de loi est passé en votation le 1er février et s'est fait rétamer. Il était soutenu par les partis libéral, radical et démocrate-chrétien et combattu par l'ensemble de la gauche, plus Vigilance et l'Action nationale.

Voici quelques extraits de la prise de position de l'ASLOCA (Association des locataires) qui qualifie, à juste titre, la loi Wellhauser de *"provocation pour les milieux modestes"* :

"(...) est-il admissible qu'à une époque où tout le monde considère que les logements sont trop chers à Genève et qu'ils font trop souvent l'objet d'opérations spéculatives, Monsieur Wellhauser puisse accorder des subventions sans les accompagner de mesures destinées à freiner les prix, notamment en cas de revente du logement acquis grâce à l'aide de l'Etat ?

"D'autre part, est-il opportun d'introduire dans notre législation un système lourd, compliqué et bureaucratique destiné à "aider" les seules personnes qui disposent d'un revenu annuel (imposable) de 80 000 francs à 150 000 francs, soit un tout petit 10 o/o de notre population ?

"Doit-on aggraver, au profit de ces seuls 10 o/o de nos citoyens, le traitement inégal que le fisc réserve déjà aux locataires par rapport aux propriétaires ? (...)

"Voilà quelques-unes des véritables questions que pose cette "loi Wellhauser", qui, si elle est approuvée, risque de coûter quelque 800 millions aux contribuables genevois."

CHRONIQUE D'UN COMPLOT

Pendant près de 70 ans, Motor Columbus et les banques suisses, emmenées par l'UBS, se sont engraissés des revenus de la CIAE. L'entreprise fournissait l'électricité à la faveur d'une concession, accordée en 1912, et Michael Kohn, président du conseil d'administration de Motor Columbus, n'a pas caché que *"les tarifs d'électricité à Buenos Aires sont environ le double de ceux de Zurich."*[1] Vive l'entreprise privée !

La concession de 1912 prenait échéance en 1962. Un an avant cette date fatidique, grâce à l'entremise de l'Argentin Roberto Alemann, conseiller de l'UBS à Buenos Aires, le contrat est modifié en faveur des actionnaires suisses : bénéfice garanti, détaxations fiscales, évaluation de l'entreprise en dollars. En 1964, le gouvernement constate que même cet accord n'est pas respecté côté suisse et le déclare préjudiciable aux intérêts de l'Argentine. Mais le coup d'Etat militaire de 1966 reconnaît ce contrat et son chef, Ongania, négocie avec le représentant helvétique Erwin Stopper. Les actions de l'Italo montent de 350 o/o à Buenos Aires, de 200 o/o à Zurich.

A la chute de la dictature, en 1973, le gouvernement argentin reprend le dossier et en 1975 **déclare nul et frauduleux l'accord de 1961.** La CIAE est placée sous contrôle public en 1976 et sa reprise par l'Etat est en discussion.

Mais, fait étrange, les actions de l'Italo se mettent à monter. Les responsables de l'Italo, comme Martinez de Hoz, sont de mèche avec les militaires qui préparent le coup d'Etat du 24 mars 1976. De Hoz passe ministre de l'Economie. Une Commission No 6 est chargée d'étudier le règlement de l'affaire CIAE. Alors que l'expertise de 1975 donnait une valeur nette (actifs moins passifs) de **moins 9 millions de dollars** pour la CIAE, celle de la Commission No 6 et de son expert **Bronstein** estime sa valeur à **9,8 millions de dollars.**

C'est qu'en Suisse, on s'est décidé à vendre l'Italo à l'Etat argentin. En 1978, selon la SBS, 3 o/o de tous les actionnaires sont étrangers et détiennent 63,4 o/o des actions. Après 70 ans de vaches grasses, en avant pour la nationalisation ! Mais attention, il faut que l'Argentine y mette le prix.

Le 15 octobre 1976, la Commission No 6 conclut qu'un rachat est possible, mais *"pas sur les bases de 1961"*. Une commission de négociation est formée. Elle estime la valeur de la CIAE à **46,2 millions de dollars** mais sa proposition d'achat, faite le 8 septembre 1977, est refusée par l'Italo.

Un mois plus tard — dans des circonstances qu'explique le roman policier de ce complot *(cf. ci-contre)* — la junte militaire constitue sa propre commission de négociation. Au même moment, de Hoz rencontre Jolles, Kohn et Enderlin à Montreux *(cf. ci-contre)*. Le prix monte cette fois à **92,3 millions de dollars !** Le 1er décembre 1977, la junte décide d'acheter immédiatement. Le 12 mai 1978, les prix sont fixés, le 2 juin 1978 un pré-contrat de vente est signé à Buenos Aires en présence d'Enderlin et la vente est conclue le 31 octobre 1978. L'entreprise ne passe aux mains de l'Etat argentin qu'en mai 1979, mais les paiements commencent dès la signature du contrat.

Aujourd'hui, la Commission Tello Rosas estime que la valeur maximale était de **21,4 millions de dollars.** Mais le prix payé par la junte ne se bornait pas à la seule valeur de l'entreprise. Exemption d'impôts sur les bénéfices de la vente, paiement en francs suisses au moment où le franc s'envolait face au dollar, prise en charge des dettes de la CIAE par l'Argentine ont fait monter la note à... **364,1 millions de dollars.** Motor Columbus a eu la gentillesse d'effacer 500 000 francs de dettes accordées en prêt financier à la CIAE.

Puis, entre la vente de 1978 et la remise à l'Etat de 1979, l'Argentine dut encore éponger **54,3 millions de dollars** de dettes et **18,9 millions** de pertes de change, sans compter — quelle ironie ! — **7,2 millions** pour une soustraction fiscale découverte entre temps.

Facture finale : 394,5 millions de dollars, soit **un milliard de francs suisses.**

Sur ce montant, la Commission Tello Rosas estime que l'irrégularité porte au moins sur 155,5 millions de dollars, soit 350 millions de francs suisses.

Voilà un bel exemple de "la dette du tiers monde" ! Et d'ailleurs : **après 66 ans de concession à Motor Columbus, tout achat de la CIAE était une pure escroquerie** car la concession de 1912 stipulait que la CIAE revenait gratuitement à l'Etat argentin à l'échéance. Ce n'est pas pour rien qu'en 1936 puis en 1961 et enfin en 1976-1978, finance et gouvernement suisses ont fait pression pour modifier les clauses et imposer leur diktat.

Michael Kohnhass

1. Cité dans notre premier dossier sur "Les profiteurs de la dictature argentine", *La Brèche* No 318, 28 avril 1984.

UN VÉRITABLE POLAR...

Les 900 pages du rapport de la *Commission Tello Rosas* — la commission parlementaire argentine chargée d'enquêter sur les irrégularités dans la vente de la CIAE à l'Etat argentin sous la dictature militaire — se lisent comme un roman policier. L'enquête était digne de Maigret et la Commission ne s'attendait pas à *"découvrir un groupe de pression international composé d'un quarteron de hauts personnages du gouvernement militaire, liés à l'étranger, qui ont réussi une formidable affaire aux dépens de la nation par des procédés secrets systématiques. En conclusion de son enquête, la Commission peut confirmer sans le moindre doute qu'il y a eu complot ou conspiration dans l'affaire de la CIADE."* (67) (Les chiffres entre parenthèses renvoient aux pages du rapport de la Commission Tello Rosas. L'abréviation CIADE est employée parfois pour CIAE.)

Comme en témoignent ces extraits, la finance suisse et son gouvernement tenaient les ficelles de ce complot.

Montreux, octobre 1977. L'ancien secrétaire d'Etat suisse **Paul Jolles, Michael Kohn** et **Hanspeter Enderlin** du conseil d'administration de Motor-Columbus rencontrent un sertain "Senor Ferrari".

UNE LETTRE QUI EN DIT LONG

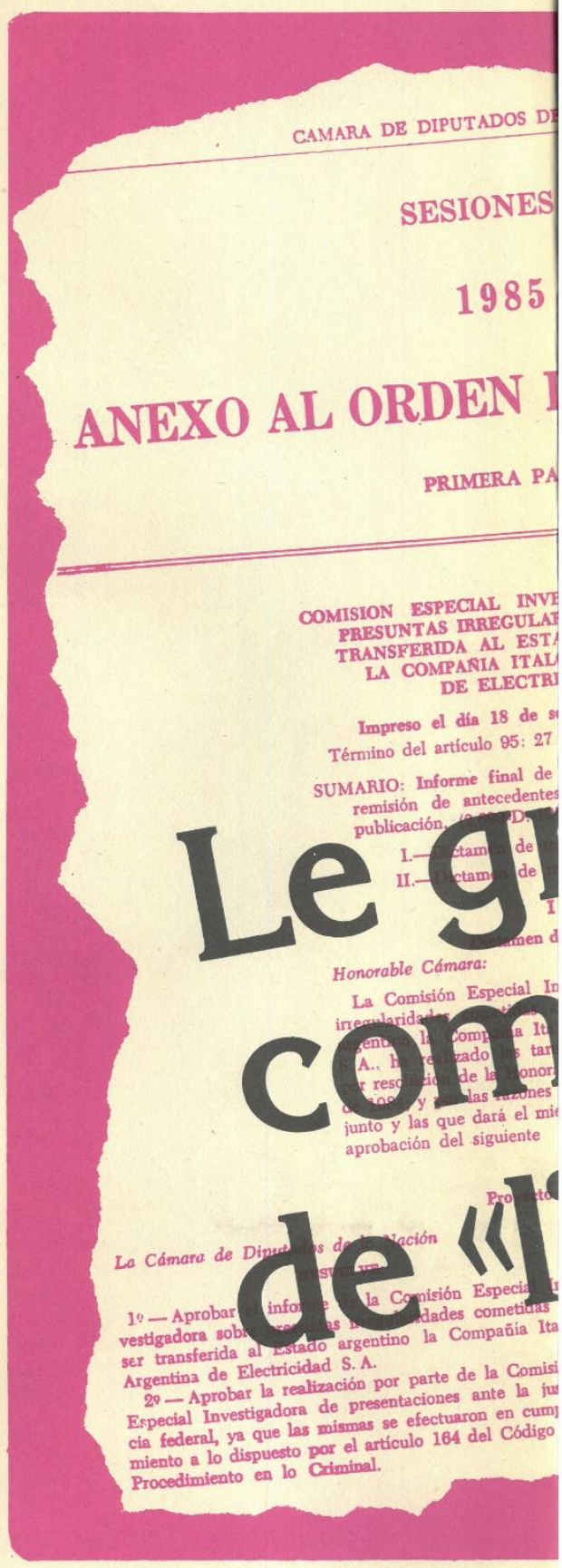
Enderlin tient à ce rendez-vous. Il a écrit le 10 août au directeur de la CIAE, le Dr Arturo : *"Je ne serais pas surpris que certains de nos amis soient pris de nervosité depuis la publication de cet article qui suggère que le projet de voyage de M. Ferrari est lié à l'affaire PSE. Mais comme nous en avons déjà maintes fois discuté, nous ne pouvons pas nous cantonner, dans la situation actuelle, à une attitude résignée et totalement passive. Si cet article inquiète et fait redouter des ennuis chez vous (...) on peut rétorquer que l'inquiétude et les ennuis sont bien plus grands chez les collaborateurs et autres milieux intéressés de Suisse."*

L'affaire PSE, en espagnol Pase Sociedad al Estado, est le nom de code pour la vente de la CIAE à l'Etat argentin, le "passage de la société à l'Etat". Enderlin passe un savon au Dr Arturo qui l'aurait mal tenu au courant du déroulement des négociations. Des bruits circulent sur de nouvelles négociations et sur une *"action spectaculaire du représentant de M. Alvarez envers nous; la visite prévue de M. Ferrari permettra évidemment de clarifier tout cela."* (77)

SEIZE PSEUDONYMES

Cette lettre est typique du complot. Elle prouve d'abord que ce sont bien les Suisses qui mènent le jeu et conspirent en coulisse. Personnages et mobile de l'affaire sont codés, comme dans un bon polar.

Finance suisse et dictature


CAMARA DE DIPUTADOS DE

SESIONES

1985

ANEXO AL ORDEN D

PRIMERA PA

COMISION ESPECIAL INVE
PRESUNTAS IRREGULAR
TRANSFERIDA AL ESTA
LA COMPAÑIA ITAL
DE ELECTRI

Impreso el día 18 de s
Término del artículo 95: 27

SUMARIO: Informe final de
remisión de antecedentes
publicación.

I.— Dictam de
II.— Dictam de

Honorable Cámara:

La Comisión Especial In
irregularidad
A., h
r resc
junto y las que dará el mie
aprobación del siguiente

La Cámara de Dipu
1º — Aprobar
vestigadora sob
ser transferida al Estado argentino la Compañía Ita
Argentina de Electricidad S.A.
2º — Aprobar la realización por parte de la Comisi
Especial Investigadora de presentaciones ante la ju
cia federal, ya que las mismas se efectuaron en cump
miento a lo dispuesto por el artículo 164 del Código
Procedimiento en lo Criminal.

Fin 1985, la Suisse fait la une de la presse argenti
Discrétion oblige : l'entreprise d'électricité CIAE, co
Italo-Argentine d'Electricité, *a été vendue par Motor*
pour un prix totalement surfait. Le gouvernement A
la Commission Tello Rosas, qui a rendu son rapport le
Au terme d'une odyssée dans les bureaux de Bueno

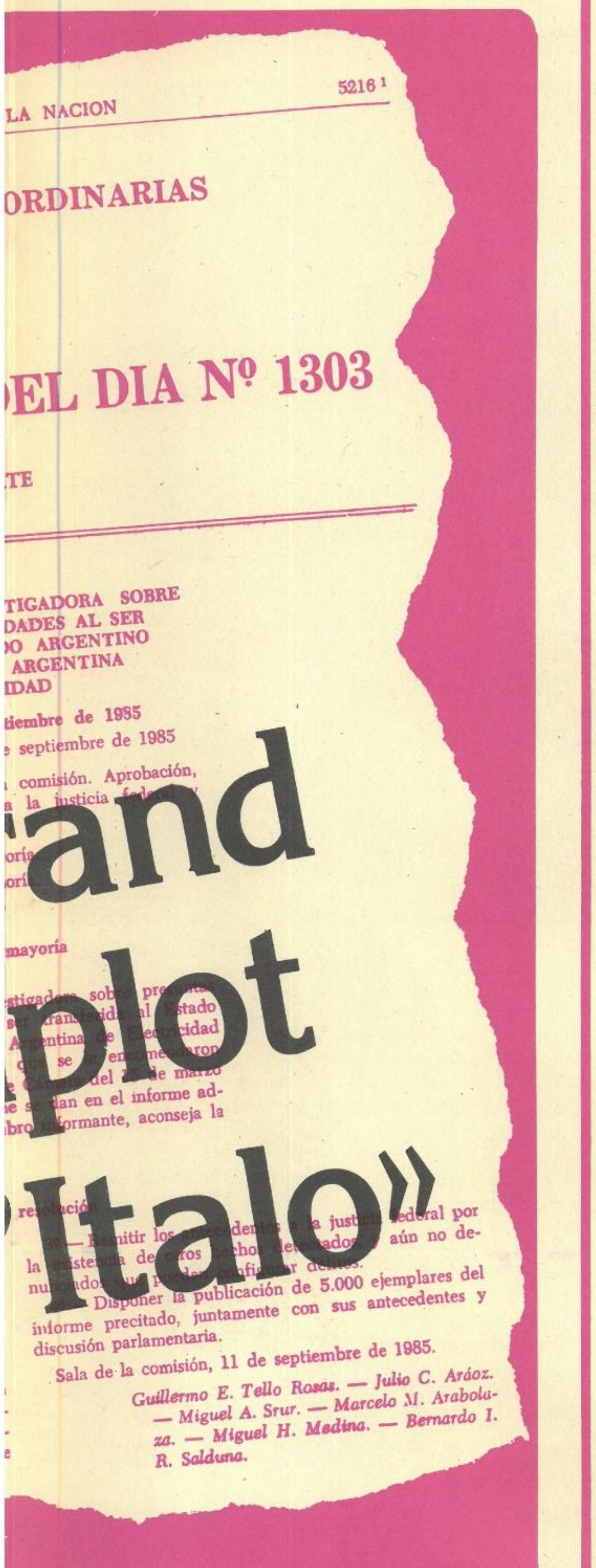
La Commission Tello Rosas a flairé quelque chose. *"Après des mois d'étude, nous avons concentré notre attention sur les 27 pièces du dossier où réapparaissent 16 noms de personnes qui n'existent pas. Une lettre sur papier à en-tête, signée d'un membre de la CIADE domicilié en Suisse, a révélé (...) que certaines personnes étaient désignées d'un pseudonyme et que ce code couvrait des machinations liées à la vente de la CIADE à l'Etat argentin. La commission a découvert ces précieux documents au bureau de Beccar Varela."* (67-68)

Juriste lié à des firmes internationales, Beccar Varela était conseiller juridique et vice-président de la CIAE. Il entretenait d'excellents rapports avec les militaires. Son pseudonyme : "Senor Labrador".

UN PUISSANT ET RICHE ARGENTIN

Quant au "Senor Ferrari", il s'agit du ministre de l'Economie en personne, **José Alfredo Martinez de Hoz.** Nommé à ce poste le jour du coup d'Etat militaire, le 24 mars 1976, il avait remis la veille son mandat de vice-président de la CIAE. Richissime avocat, conseiller d'administration, éleveur de chevaux et de bétail, gros propriétaire foncier et économiste influent, de Hoz a été inculpé dans l'affaire de la CIAE (253). Pour une autre affaire, la décapitalisation de la société pétrolière nationale YPF, sa fortune de 900 millions de dollars vient d'être mise sous séquestre. *"Persécution politique"*, a crié le journal financier suisse

argentine :


LA NACION 5216 [1]

ORDINARIAS

DEL DIA Nº 1303

TE

TIGADORA SOBRE
DADES AL SER
DO ARGENTINO
ARGENTINA
IDAD

tiembre de 1985
e septiembre de 1985

comisión. Aprobación,
a la justicia

mayoría

nombre se dan en el informe ad-
bro informante, aconseja la

resolución

la existencia de otros hechos ... aún no de-
nunciados ...
Disponer la publicación de 5.000 ejemplares del informe precitado, juntamente con sus antecedentes y discusión parlamentaria.

Sala de la comisión, 11 de septiembre de 1985.

Guillermo E. Tello Rosas. — Julio C. Aráoz. — Miguel A. Srur. — Marcelo M. Arabolaza. — Miguel H. Medina. — Bernardo I. R. Salduna.

…. Ici, l'affaire ne soulève même pas quelques vagues. …ramment appelée l'Italo, abréviation de* Compagnie *…Columbus à la dictature argentine le 31 octobre 1978 …nsin a ouvert une enquête parlementaire, menée par …1 septembre 1985. …Aires, La Brèche a pu obtenir ce rapport…

Neue Zürcher Zeitung (13 décembre 1985), emporté par la colère !

C'est donc de Hoz que Kohn et Enderlin ont rencontré à Montreux pour clarifier la situation, en octobre 1977. Le "Senor Alvarez" qui préparait une action spectaculaire cache le président de la Banque centrale argentine, ancien directeur exécutif du Fonds monétaire international : **Adolfo César Diz.** Et son "représentant" désigne **José M. Dagnino Pastora,** ancien représentant financier du gouvernement argentin en Europe. On comprend que Motor Columbus ne voulait pas rester "totalement passif".

L'INCAPABLE DE SERVICE

A la Banque Centrale, Adolfo C. Diz était flanqué, depuis le coup d'Etat, d'un directeur d'origine suisse, **Francisco Soldati junior,** fils de l'ancien président de la CIAE du même nom, assassiné en 1979 au coeur de Buenos Aires. Interrogé par la Commission Tello Rosas, Soldati tente de minimiser le rôle et l'influence d'Enderlin et, par là, de tous les conspirateurs suisses : *"Si vous le connaissiez, vous verriez qu'il ne sait pas négocier (...) Il semble totalement incapable de manigancer quoi que ce soit. Il me l'a raconté lui-même quand il était employé de Nestlé au Mexique. Il a quitté ce poste pour cette société* (Motor Columbus, réd.) *parce qu'il parle l'espagnol. C'est sa seule référence."* (651)

Enderlin, l'incapable de service, a pourtant eu son heure de gloire : il assistait, le 2 juin 1978, à la signature du précontrat de vente de la CIAE en Argentine, quasi identique au contrat final (58). Et quand le contrat définitif fut signé le 31 octobre 1978, il s'est réjoui *"comme un gamin à Noël"* (109).

DES EMMERDEURS

Et pour cause : l'opération avait réussi. Mais il avait fallu neutraliser des emmerdeurs, les "Senores Santos, Guerra et Lorenzo". Ces trois fonctionnaires avaient eu le culot de commencer à se défendre, contre monnaie sonnante. Les pseudonymes dont on les affuble portent eux-mêmes la trace du mépris que leur vouent les conspirateurs. "Senor Santos" est qualifié de Saint parce que ce ministre de la Justice, **A.R. Varela,** était un catholique bigot. "Senor Guerra", le délégué du ministère de la Justice **A.C. Paz,** est un jeu de mot sur son nom, qui signifie la paix. Un *"ennemi aigri de la compagnie"* pour la CIAE.

Mais le plus redoutable est le "Senor Lorenzo", une perle d'ingénieur, **Bernardo Bronstein** de son vrai nom, que de Hoz lui-même a engagé comme sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'énergie (56, 74, 109). Il a fallu le mettre sous pressions pour conclure l'affaire !

DEUX AMBASSADEURS

Un grave incident, souvent évoqué dans les papiers internes de la CIAE, a opposé Bronstein à l'ambassadeur d'Argentine en Suisse, **Luis Maria de Pablo Pardo,** alias "Castagnino". "Castagnino" s'immiscait de manière inacceptable dans l'enquête en cours sur la vente de la CIAE et Bronstein donna sa démission, qui lui fut refusée.

L'ambassadeur ne faisait en fait que répercuter les pressions qu'il subissait en Suisse. Tandis que son homologue, l'ambassadeur de Suisse en Argentine, **William Frei,** pousse carrément le bouchon.

Le 14 mars 1977, il rencontre deux responsables de la CIAE, Soldati et **Alberto Kurlat** au pseudonyme kafkaïen de "Ing.K.". Il les informa d'une note verbale transmise à l'ambassadeur argentin à Berne, Pablo Pardo, par le conseiller fédéral **Ernst Brugger.** Il leur rapporte aussi son entretien avec le nouveau ministre argentin des Affaires étrangères auquel il a fait part des craintes des autorités suisses. Il leur explique que le gouvernement suisse lui donne pour instruction *"d'entreprendre des démarches auprès du commandant en chef, des ministères et autres personnalités qui lui paraissent judicieuses"* (73). C'est ce que fit par exemple **Erwin Stopper,** représentant des autorités suisses, lorsqu'il rencontra le dictateur Videla en 1977.

La tactique qu'attend l'ambassadeur suisse des deux chefs de la CIAE est la suivante : empêcher à tout prix que la commission de négociation argentine n'aboutisse à une expertise de vente définitive qui pourrait contenir *"des chiffres trop bas et inacceptables pour la Compagnie"*, car il deviendrait alors *"certainement impossible, même aux plus hautes autorités du pays, de modifier la situation"*. En même temps, Frei veut qu'on accélère la conclusion des négociations, *"en veillant à ce que la compagnie ne puisse en aucun cas être rendue responsable d'une rupture"* (73).

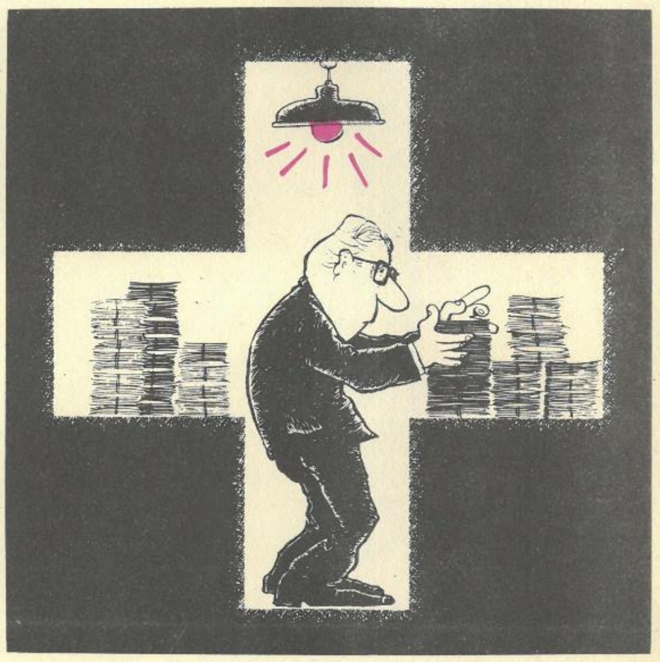
LA PRESSION DES BANQUES SUISSES

Le 17 juin 1977, Bronstein et le directeur de la CIAE Arturo échangent des propos virulents. Arturo met le paquet en invoquant *"les graves préjudices que l'évolution de l'affaire de la CIAE fait peser sur les relations entre la Suisse et l'Argentine"*. Bronstein réagit par un *"signe d'inquiétude"* (70). On évoque la mission de la Banque nationale de développement argentine auprès des banques suisses qui vient d'avoir lieu, début juin. Le chef de la délégation argentine, Carlos Conrado Helbling, aurait été *"très mal reçu en Suisse"* (71). En 1976 déjà, les banques suisses avaient refusé leur participation à un euro-crédit de 1,5 milliards de dollars à l'Argentine en arguant du problème non résolu de la CIAE.

Un bouquet de comploteurs : De Hoz, Videla, Jolles, Viola, Kohn.

Voilà donc déjà un an que Motor Columbus, les banques et le gouvernement suisses manoeuvrent pour obtenir l'achat à prix fort de la CIAE par l'Argentine. Quelques mois après son entrée en fonction, en été 1976, Martinez de Hoz, ministre de l'Economie, est attendu en visite officielle à Berne. Peu avant son départ, le 3 juillet 1976, il assiste à une séance de la Commission No 6 *(cf. Chronique d'un complot),* chargée du règlement de l'affaire de la CIAE, où siège Bronstein. De Hoz pousse la commission à outrepasser son mandat en entamant elle-même les négociations, pour liquider au plus vite l'affaire. *"Il ajouta qu'il allait prochainement chercher une aide financière en Europe, avec première étape en Suisse, et que l'absence de solution dans l'affaire de la CIAE le placerait dans une position inconfortable envers les réclamations de ce pays"*, témoigne un membre de cette commission (34).

Même Videla fut choqué par cette démarche et le fit remarquer à de Hoz. Mais celui-ci savait pourquoi il s'exposait à prendre un savon : le 22 juin 1976, l'ambassade d'Argentine à Berne avait informé qu'à l'occasion de la visite de de Hoz en Suisse *"les banques privées suisses souhaitaient discuter à fond la question de l'Italo."* (34)



ULTIME SECOURS : LES MILITAIRES

Déçu des résistances de la commission de négociation, de Hoz ne voit qu'une solution : faire intervenir les sommets de l'armée. Il se montre prudent, plus passif qu'il n'est en réalité, pour éviter une intervention concertée du lobby helvétique.

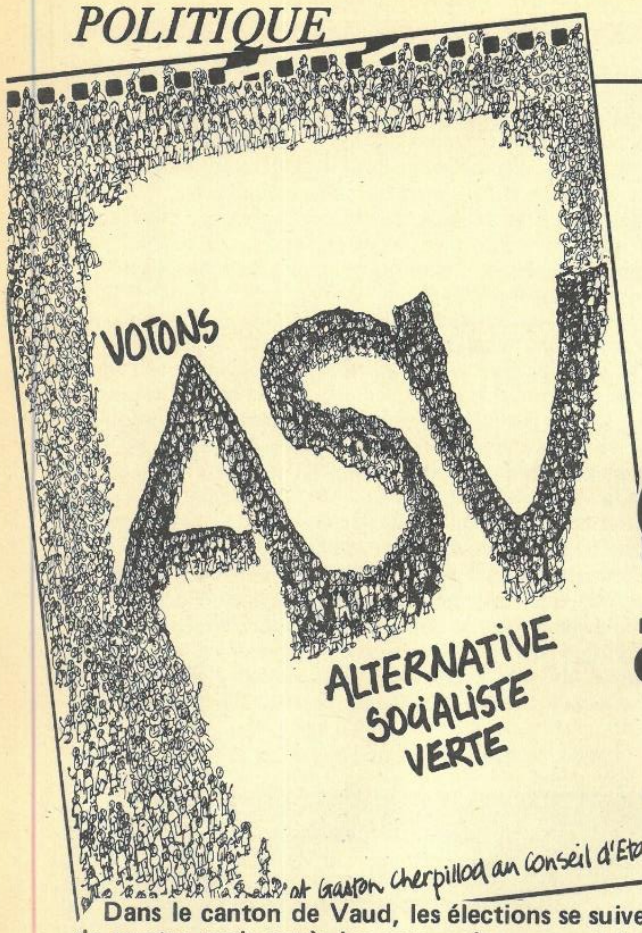
Le 10 août 1977, il rencontre Beccar Varela, alias "Senor Labrador", vice-président de la CIAE, pour lui dire qu'il ne peut pas prendre lui-même l'initiative. Il faut obtenir que *"les délégués des trois armes au ministère de l'Economie, notamment celui de la marine, le capitaine Montagnani, viennent lui demander où est le problème de la compagnie et quelles en sont les suites sur la conduite des affaires étrangères."* (74) Montagnani devrait obtenir de l'amiral **Massera** *"chez qui il a ses entrées"*, que la junte *"exige de la commission tous les documents dans l'état où ils se trouvent"*. Cette intervention bloquerait l'expertise finale tant redoutée.

Le jour même, Varela "Labrador" joint le secrétaire général de l'armée, le général **Olivera Rovere** (69). De leur côté, Soldati père et Kurlat avaient déjà rencontré, le 26 juin, le contre-amiral **Castro** et le commandant **Suarez,** bien introduits chez les militaires, pour savoir comment Soldati pourrait voir le même Rovere par l'entremise du général **Hardindeguy.** Suarez conseilla aussi d'informer le général Viola *"au bon moment"*, car *"son opinion a une grande influence dans les décisions de la junte des commandants en chef"* (675).

Finalement, de Hoz rencontre le chef de la junte Videla, alias "Senor Garcia" dans les documents secrets de la CIAE. Il parvient à le convaincre d'une solution du problème de la CIAE en *"soulignant les avantages croissants qui en résulteraient auprès des banques européennes"* (78). Peu après, le *"banquier suisse Gustav Tobles"* (en réalité Gustav Tobler de l'UBS) séjourne en Argentine pour des attributions de crédits. Videla découvre soudain que la commission de négociation a été *"totalement inefficace"* (80), en nomme une autre composée de représentants des trois armes et propulse peu après le major **Alejandro Carido,** alias "Senor Duran", juge de la Haute Cour, comme unique négociateur. En un an, Carido a conclu l'affaire de la CIAE à la pleine satisfaction des financiers helvétiques.*

Jo Lang,
conseiller communal PSO, Zoug

* Dans notre prochain numéro, les suites diplomatiques de cette affaire.



Elections vaudoises :

Une alternative à gauche

Dans le canton de Vaud, les élections se suivent. Un peu plus de quatre mois après les comunales, ce sont les cantonales qui auront lieu les 1er et 2 mars prochains. Mais que les amateurs de surprises et de passions passent leur chemin : stabilité et continuité semblent en effet être les principales préoccupations de la majorité des grands partis gouvernementaux.

Ainsi du **Parti socialiste** qui paraît soucieux avant tout de confirmer son image — et ses places ! — de bon gestionnaire. Déjà les élections communales avaient exprimé cette tendance : le Parti socialiste conservant, voire améliorant (comme à Lausanne), sa présence dans les exécutifs, alors que dans les législatifs communaux sa position tendait plutôt à s'éroder.

Aujourd'hui, l'horizon de son ambition est de conserver la place de ses deux conseillers d'Etat Schmutz et Duvoisin. Ses propositions et la campagne qu'il mène sont à la mesure de cet objectif : la vente de boîtes à musique comme succédané de programme pour défendre les emplois, et un zeste d'humanité avec les réfugiés. Mais les décisions des autorités doivent être appliquées — avis aux fauteurs de refuge ! Les graphistes socialistes ont d'ailleurs fait preuve de bon sens — à défaut de bon goût — en choisissant le rose délavé de leurs affiches : sa dilution est proportionnelle à celle des propositions qu'ils défendent encore.

Régresser avec... Philippe Pidoux !

Radicaux et démocrates du centre, qui détiennent quatre sièges sur sept au Conseil d'Etat se satisfont entièrement du statu quo (contrairement aux libéraux, qui comme il y a quatre ans repartent seuls à la conquête d'un hypothétique deuxième siège). D'autant plus qu'ils ne se privent pas cette fois de présenter un candidat de choc, Philippe Pidoux. Depuis quelques années, ce radical ne manque pas une occasion de s'illustrer comme un fieffé réactionnaire; l'initiative pour un authentique service civil ou la question des réfugiés en ont été de récents prétextes. On peut compter sur lui pour renforcer encore la politique d'austérité et antisociale du Conseil d'Etat.

Quant à l'Action nationale, son succès communal à Lausanne (16 élus d'un coup) lui a donné des ailes. Elle se présente dans neuf arrondissements espérant ainsi capter les sentiments xénophobes existants. Et comme aucun parti gouvernemental, socialistes y compris, ne s'oppose frontalement à sa démagogie anti-réfugiés et anti-immigrés, elle n'a aucune raison de se gêner. Tous les espoirs lui sont donc permis.

De gauche et écologiques

Lors des dernières élections communales, des listes alternatives, de gauche et écologiques, regroupant dans la plupart des cas des membres d'Alternative démocratique (AD), du Parti socialiste ouvrier (PSO) et des personnes non membres d'un parti, s'étaient présentées dans plusieurs villes et avaient obtenu des résultats non négligeables : dix élus à Nyon, des élus manqués de peu à Yverdon, Renens et Vevey... Aujourd'hui les **Alternatives socialistes vertes (ASV)** prennent une dimension cantonale, puisqu'à Lausanne également AD et le PSO sont tombés d'accord pour la constitution d'un tel regroupement.

ASV présente donc des candidats dans quatre arrondissements (Nyon, Yverdon, Renens et Lausanne) ainsi qu'un candidat au Conseil d'Etat en la personne de l'écrivain **Gaston Cherpillod.**

La campagne d'ASV s'articule autour de deux thèmes :

* **Pour la sauvegarde de l'environnement** (contre le bétonnage; la volonté de construire sans limite des routes à grand trafic; la transformation du canton de Vaud en une pétaudière de déchets, du Léman à Ollon; la mort des forêts, conséquence du développement anarchique des transports).

* **Mais aussi pour une réponse ferme au courant xénophobe et aux inégalités sociales.** Face à la montée du racisme et de la xénophobie, les ASV se prononcent d'une part pour une politique humanitaire et antiraciste de principe (octroi du droit d'asile ou d'un permis B humanitaire aux réfugiés établis en Suisse, droit de vote pour les immigrés), et d'autre part pour une amélioration générale des conditions de vie et de travail de la population et particulièrement des couches défavorisées.

Ce programme à lui seul affirme l'originalité des ASV face aux partis de la gauche traditionnelle, sans même parler du GPE (Groupement pour la protection de l'environnement). **Alors les 1er et 2 mars prochains, votez Alternative socialiste verte, et Gaston Cherpillod au Conseil d'Etat !**

Jean-François Marquis

POP :

RECHERCHE NEW LOOK, DÉSESPÉRÉMENT !

Les récentes élections communales ont été marquées dans le canton de Vaud par une **chute sans précédent du POP** (Parti ouvrier populaire) : perdant tous ses élus à Lausanne, plus la moitié de ceux de Nyon, il a vu sa place dans les législatifs réduite à la portion congrue.

Depuis, il ne ménage plus ses efforts pour que le phénomène ne se répète pas au niveau cantonal. En tentant d'une part de se donner un air novateur. En lançant d'autre part un appel à l'unité : les voix d'AD et du PSO lui sont en effet nécessaires pour garantir la réélection de ses six députés.

Mais comme chacun sait, une hirondelle ne fait pas le printemps. Et il faut constater que sur le fond, le POP n'a pas autant changé qu'il voudrait bien le faire croire : son opposition à l'initiative Halte au bétonnage indique immédiatement les limites de sa conception de l'écologie; sa timidité, voire pire, face aux courants xénophobes ne s'est pas résorbée; quant à sa conception démocratique du socialisme, la *VO-Réalités* (journal du POP) est là pour rappeler régulièrement tout ce qu'elle doit encore à la triste réalité des "démocraties populaires".

AD et le PSO étaient favorables à une liste unitaire avec le POP afin de franchir plus sûrement la barre antidémocratique du quorum. Mais vu les différences politiques importantes qui séparent ce vieux parti de la gauche traditionnelle d'AD et du PSO, la condition d'une telle unité était bien sûr que ces derniers ne deviennent pas simplement les portevalises du POP en assurant la réélection de ses députés. Cela signifiait dans le cadre d'une liste unitaire la garantie pour chacun d'être également partie prenante de la campagne, puis d'avoir la possibilité de s'exprimer au Grand Conseil. Le POP, par intérêt de parti étroitement compris, n'en a pas voulu.

AD et le PSO mèneront donc campagne ensemble dans le cadre des Alternatives socialistes vertes (ASV), ce qui permettra à la gauche alternative de défendre sans concession, et avec des chances de succès, ses propositions.

J.F.M.

Congrès du Parti socialiste neuchâtelois :

TRAVAIL DE NUIT MIS À L'OMBRE

Réuni en congrès le 1er février dernier, le Parti socialiste neuchâtelois (PSN) aborda, entre autres, la question du travail de nuit. En témoigne le rejet massif de la résolution présentée par la direction du parti : la politique du conseiller d'Etat socialiste Dubois, favorable à la levée de l'interdiction du travail de nuit des femmes, suscite une opposition croissante.

Le PSN n'avait pas hésité à offrir une tribune, lors de l'une de ses assemblées, à MM. Arnold et Hayek (respectivement patron de l'horlogerie et grand gourou des restructurations). Il se montre moins soucieux de pluralisme lorsqu'il est question d'inviter le Comité travail et santé (CTS) concernant le débat sur le travail de nuit. Pour éviter de devoir accorder la parole au CTS, la table ronde initialement prévue à ce sujet est supprimée. La direction espère ainsi faire accepter, au congrès du 1er février, une résolution "chewing-gum". Son but est, tout en prenant d'infinies précautions stylistiques, d'apporter le soutien au "oui mais" au travail de nuit défendu par le Département de l'économie publique, entre les mains de son représentant au Conseil d'Etat P. Dubois.

Cette position est présentée par J.M. Monsch au nom de la commission économique du parti. Il réaffirme la nécessité de s'adapter aux mutations techniques et à la concurrence. Tout en reconnaissant les aspects négatifs du travail nocturne, il ajoute : *"... les femmes, principales intéressées au débat, s'expriment fort peu en la matière. Il n'est pas certain que, moyennant un certain nombre de conditions, elles n'accepteraient pas de travailler la nuit. Et l'on peut se demander si ces conditions ne pourraient pas (...) contribuer à améliorer leur statut social."* (*Le Point*, janvier 1986)

Mémoire courte

Les dirigeants du PSN semblent avoir oublié la pétition contre le travail de nuit remise au Conseil d'Etat le 1er octobre dernier. 221 des 2000 signatures provenaient de l'usine de Marin, **essentiellement des ouvrières.** Une année auparavant les ouvriers de nuit d'ETA-Marin avaient également demandé, par voie de pétition, à la direction de l'entreprise et au Conseil d'Etat une amélioration de leur condition de travail. Personne n'avait alors daigné répondre. Mais pour les dirigeants du PSN, tout cela n'existe pas.

Ruth Dreifuss, secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS), deuxième oratrice officielle de ce congrès, tient par contre un tout autre discours. Elle souligne que le travail de nuit n'est pas inéluctable; c'est un choix *"... que nous, socialistes, avons à faire"*. Elle rappelle que le chantage à l'emploi des patrons est une vieille rengaine déjà entendue lors du débat sur le travail de nuit au début du siècle. Et pourtant... Le travail de nuit est une solution de facilité, un frein à l'innovation technique. L'USS est favorable à une révision **d'ensemble** de la loi sur le travail, avec comme ligne de conduite : maintien de l'interdiction du travail de nuit des femmes, protection étendue aux hommes, amélioration des conditions de travail pour ceux qui travaillent déjà la nuit.

78 à 12

Au cours du débat, la grande majorité des intervenants s'exprimeront contre le travail de nuit — des hommes comme des femmes — diront plusieurs délégués.

"Il ne faut pas céder au chantage de P. Arnold. (...) Les conditions évoquées à l'octroi d'une autorisation ne seront pas respectées. (...) L'économie doit être mise au service de l'homme, sinon nous sommes un parti bourgeois comme les autres. (...) Les femmes se sont prononcées lors du forum du CTS, le 15 juin 1985, et au congrès des femmes de l'USS contre le travail de nuit (...)", déclarent plusieurs participants.

Parmi les interventions (non applaudies) en faveur de la résolution de la direction, celle de P. Dubois : *"... il nous faut cesser d'interdire le travail de nuit à une certaine partie de la population (...)"* A court d'arguments, il évoquera même la menace d'une fermeture d'ETA-Marin. Comme les patrons !

Au vote la résolution est balayée par 78 voix contre 12. Le parti décide, à la place, de rendre publiques ses réflexions et de déblayer le terrain avant d'adopter une position claire et nette.

Dommage que les opposants au travail de nuit n'ont pas présenté une résolution alternative. Le parti ayant décidé de ne rien décider de précis, la direction, quoique désavouée, ne manquera pas d'interpréter le vote à sa façon.

P.-Y. Oppikofer

Désarmement :

La «bombe» de Gorbatchev

Gorbatchev propose la "libération de l'humanité du péril nucléaire" **et** "l'option zéro" **sur les armements en Europe. C'est ce qu'il a annoncé le 16 janvier dernier en exposant un nouveau plan soviétique de désarmement.**

Dans une première phase, de 1986 à 1990, il propose que les USA et l'URSS réduisent de 50 o/o les armements nucléaires capables d'atteindre le territoire de l'autre puissance. Ces armements seraient limités à six mille charges nucléaires. Les Américains et les Soviétiques renonceraient à créer, à expérimenter et à déployer les armes spatiales de frappe. Ils décideraient de renoncer à tout missile de moyenne portée en Europe et de ne pas en livrer à d'autres pays. Il n'y aurait plus aucune expérience nucléaire.

Pendant ce temps, Paris, Londres et Pékin n'augmenteraient pas leurs forces et renonceraient aussi, à partir de 1990, aux essais et aux armes spatiales de frappe. En l'an 2000, après que les deux grandes puissances auraient gelé, puis liquidé, leurs armes nucléaires tactiques, et enfin renoncé aux armes de destruction massive fondées sur "de nouveaux principes physiques", toutes les armes nucléaires seraient liquidées de la planète.

Ce plan est ambitieux, apparemment radical et séduisant. Sa concrétisation correspondrait à la réalisation d'un souhait légitime de l'humanité contemporaine.

Cet aspect des choses n'est pas indifférent à la direction soviétique, quand elle lance cette "bombe diplomatique" sur la scène internationale. En Europe, les mobilisations contre les missiles américains pourraient trouver dans le plan Gorbatchev un second souffle, susceptible de mettre fortement dans l'embarras les gouvernements européens. De plus, dans le duel médiatique qui oppose Reagan à Gorbatchev, depuis l'accession de ce dernier au pouvoir, ce plan constitue un coup de maître. Reagan est désormais, aux yeux de l'opinion publique mondiale, mis en demeure de répondre. S'il décidait de poursuivre, comme si de rien n'était, la course aux armements, il apparaîtrait clairement comme le responsable du danger de guerre nucléaire.

Les difficultés actuelles de l'économie soviétique constituent cependant l'aiguillon essentiel qui motive les propositions du Kremlin. Dans le cadre de l'économie planifiée, la course aux armements n'apporte aucun bénéfice. C'est pourquoi la bureaucratie au pouvoir ne peut que souhaiter la réduction, puis la suppression de ces dépenses improductives. Les sommes économisées pourraient alors être transférées à d'autres secteurs très mal en point, comme l'agriculture, l'industrie de consommation ou les secteurs de pointe (Gorbatchev vient d'ailleurs d'annoncer le lancement d'un plan informatique de masse).

Le Kremlin, enfin, saisit l'opportunité des débats qui se mènent actuellement aux Etats-Unis sur la politique à mener. L'opinion est loin d'être unanime et même les experts sont sceptiques sur les bienfaits de la course aux armements. Si, en économie capitaliste, l'industrie d'armement sert traditionnellement de marché de substitution, il semble qu'elle ait épuisé, dans le contexte actuel, ses qualités vivifiantes pour l'ensemble du marché. Fort opportunément, Gorbatchev expose un plan susceptible d'être repris – si ce n'est à la lettre, au moins dans sa philosophie générale – par quelques-uns de ces experts, et par une partie de l'opinion publique américaine.

Cependant, l'enjeu politique est tel, outre les intérêts économiques et financiers concernés, qu'on voit mal Reagan se soumettre aux propositions Gorbatchev. Si la Maison Blanche s'engageait dans une réduction massive de ses armements, elle renoncerait du même coup à jouer le rôle de leadership mondial qu'elle s'est assigné. Depuis dix ans, toute sa politique internationale vise, au contraire, à reconquérir cette fonction de gendarme du monde capitaliste.

Natacha Brink (Rouge, **No 1194**)

France :

«RÉHABILITER LA GAUCHE»

* ENTRETIEN AVEC ALAIN KRIVINE, DIRIGEANT DE LA LCR *

En mars prochain auront lieu les législatives françaises. Echéance difficile pour la gauche : le Parti socialiste (PS) risque bien de perdre sa majorité parlementaire et le Parti communiste (PC) visiblement ne remontera pas la pente. Invité par la section genevoise du PSO à un meeting-débat avec Jean Ziegler, Alain Krivine (dirigeant de la LCR, section française de la IV^e^ Internationale) a expliqué aux deux cents personnes présentes l'état de "dégradation" du mouvement ouvrier après cinq ans de gouvernement Mitterrand. Nous en avons parlé avec lui.

La Brèche : **A quelques semaines des législatives, sur quoi porte le débat électoral ?**

Alain Krivine : Cette campagne électorale est étonnante. Il y a tout de même un enjeu dans ces élections : la gauche va-t-elle se faire balancer ou pas ? On pourrait donc s'attendre à un débat politique d'un certain niveau. Mais pas du tout. Ecoutez les slogans : "Pour une France qui avance", c'est le PS qui parle ; "Une force pour avancer", là c'est le PC ; ou bien les affiches de Chirac : "85 c'est fini, vive 86". Alors, posons-nous la question, pourquoi la pauvreté de ce débat politique ? Ou bien, ils n'ont rien à dire ; ou bien, et c'est bien plus grave, ils ont beaucoup de choses en commun à dire et du coup ils ne disent rien.

Le débat porte aussi sur la cohabitation entre la droite et la gauche. Mais jamais vous ne verrez la droite offrir un plan alternatif à l'austérité telle qu'elle est pratiquée actuellement. Pour une seule et bonne raison. Car au niveau de la logique que propose la droite sur le plan économique, c'est tout à fait semblable, à des nuances près, à ce que fait la gauche. A savoir : gérer le pays dans le cadre du capitalisme et d'un capitalisme en crise. Donc : réaugmenter les profits, et pour ce faire : taper sur le salaire direct, sur le salaire indirect, les prestations sociales... Bref, sur tout ce qu'ils appellent les dépenses improductives. A partir du moment où on accepte les lois du capitalisme, surtout lorsqu'il est en crise, on est obligé de faire ce que fait le patronat, que la gestion du pays soit assurée par la gauche ou la droite. Il y a certes quelques différences. La gauche ne peut tout de même pas se permettre ce que se permettrait la droite. C'est du reste ce que l'on explique : si la droite revient au pouvoir en France, on aura **encore** une politique d'austérité, mais en **pire.** Il suffit de regarder l'exemple du gouvernement Thatcher en Angleterre.

*** Comment tout cela se répercute-t-il sur le mouvement ouvrier ?**

– Depuis cinq ans on assiste à une dégradation qualitative pour le mouvement ouvrier. Une dégradation qu'on avait tous sous-estimée et qui explique la démobilisation, la démoralisation actuelle. Plusieurs éléments y ont contribué. D'abord, les effets sociaux de la crise économique et des attaques patronales. Celles-ci ont exacerbé les divisons internes de la classe ouvrière. Par exemple : la division entre Français et immigrés, entre hommes et femmes qui travaillent, entre travailleurs et chômeurs, etc. Six millions de Français(e)s font partie de ce qu'on appelle le travail précaire, c'est-à-dire démuni(e)s de statuts, de garantie de l'emploi, complètement à la merci du patronat.

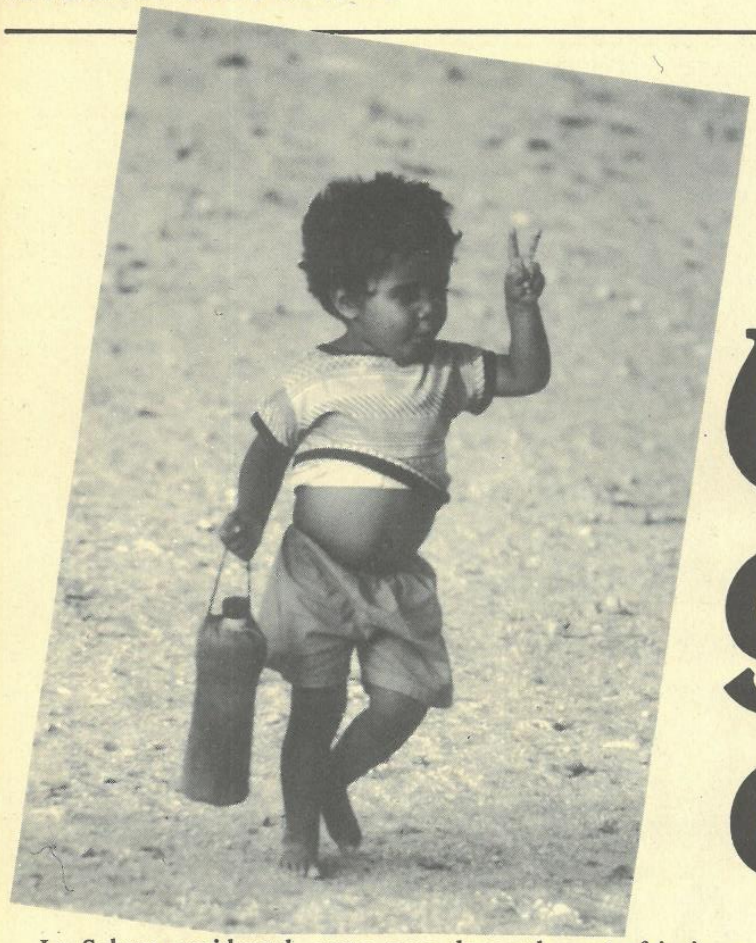
Deuxième élément de dégradation : la crise historique du mouvement ouvrier français. Le PC, qui a perdu 2,5 millions de voix en cinq ans, à notre avis ne remontera plus. Il peut peut-être regagner 1 o/o ou 2 o/o avec son nouveau langage de gauche depuis qu'il a quitté le gouvernement, mais il est frappé d'une véritable perte de confiance et de crédibilité. C'est 60 o/o à 70 o/o de militantisme en moins pour ce parti, un désarroi total parmi les militants. Idem dans les syndicats. La CGT *(la centrale communiste, réd.)* a perdu 25 o/o de ses adhérents depuis que la gauche est au pouvoir.

Un autre élément, c'est l'offensive réactionnaire qui sévit en France. Il y a une intériorisation de la crise. Edmond Maire, le patron de la CFDT *(la centrale socialiste, réd.),* proclame : *"Aujourd'hui la grève n'est plus l'arme des travailleurs."* Il est pour la flexibilité, l'aménagement du temps de travail ; il prêche pour des structures de concertation avec les patrons. Cette offensive conservatrice, néo-libérale se constate jusque dans les milieux intellectuels. S'ajoutent encore à tout cela les campagnes de Le Pen qui, avec son idéologie raciste, divise encore plus la classe ouvrière.

*** Alors quelle alternative proposée et comment ?**

– Nous ne sommes pas des déçus du socialisme parce que nous n'avions pas d'illusions. Les socialistes ont voulu, et c'était un choix politique, conserver toutes les lois du capitalisme. A partir de là, ils ont été amenés à faire ce qu'ils ont fait. Mais il s'agit maintenant de débloquer la situation, de "réhabiliter" la gauche. Dans cette campagne pour les législatives nous mettons en avant cette perspective de l'alternative. C'est-à-dire recréer en France – ça prendra bien sûr du temps – une gauche de combat anti-impérialiste et anticapitaliste. On s'est donc adressé à tous les groupes à gauche du PC et du PS, aux écolos et à ces milliers de gens qui ont quitté le PC et le PS et on leur a dit : *"Créons, dans tous les départements, des collectifs alternatifs."* Ces collectifs ne sont pas un nouveau parti politique, ce sont des collectifs unitaires, rassemblant à la fois des militants politiques et des inorganisés, qui marchent au consensus et qui ont deux fonctions : une fonction de débat, et une fonction d'action. Ces collectifs existent dans quarante départements maintenant. Certains de ces collectifs, pas tous, une vingtaine actuellement, présenteront des listes dites alternatives. A Paris par exemple on a une telle liste, menée du reste par le professeur Albert Jacquard, et qui réunit des féministes, des écolos, beaucoup de syndicalistes, des militants de la LCR, du PSU, etc. Ceci n'est qu'un tout petit début, mais un début de rassemblement qui est indispensable si l'on veut redonner confiance à la gauche et débloquer la situation.

Propos recueillis par
P. Girardet



Sahara occidental :

Une guerre quotidienne

POUR LA SOLIDARITÉ

Le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui va intensifier son effort d'information au cours de cette année 1986 qui marque le dixième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique. Il demande à tous ceux qui veulent marquer tangiblement leur solidarité avec le peuple sahraoui de prendre contact avec lui soit pour organiser des soirées d'information, soit pour participer à des actions permettant le développement de l'Etat sahraoui dans divers domaines.

Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, 14, rue du Village suisse – case postale 177, 1211 Genève 8. CCP 12 - 6818 Genève.

Le Sahara occidental, cette terre du nord-ouest africain, est l'enjeu d'une bataille qui oppose quotidiennement l'Armée de libération populaire sahraouie et les soldats marocains. Une guerre de dix ans, car le 27 février prochain la République arabe sahraouie démocratique fêtera sa première décennie d'existence. Nous en avons parlé avec Christiane Perregaux, membre du Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, qui à séjourné, à la fin de l'année passée, dans les camps de réfugiés sahraouis.

La Brèche : **Qu'est-ce qu'on entend lorsque l'on parle du "problème du Sahara occidental" ?**

Christiane Perregaux : Le "problème du Sahara occidental", c'est d'abord la décolonisation ratée en 1975 de cette terre du nord-ouest africain. Dès 1973, pour gagner leur indépendance, les Sahraouis s'étaient réunis au sein du Front Polisario et avaient déclenché la lutte armée contre le colonisateur espagnol. Au seuil de l'indépendance – tout se mettait en oeuvre pour que le peuple sahraoui puisse s'autodéterminer – une mission de l'ONU s'est rendue au Sahara occidental pour constater la volonté d'indépendance du peuple sahraoui et la représentativité du Front Polisario.

Tout à coup, bouleversement total. Les Espagnols veulent conserver leurs royalties dans les gisements de phosphate, le nouvel Etat pourrait suivre une autre politique que ses voisins immédiats et c'est la signature à Madrid, le 14 novembre 1975, des accords tripartites vendant le Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie.

La guerre est déclenchée avec l'entrée des forces armées royales marocaines au Sahara occidental qui bombardent les populations civiles et couvrent la fameuse marche verte des pauvres et des chômeurs marocains.

C'est l'exode pour les Sahraouis, sous la pluie meurtrière du napalm marocain, l'arrivée sur sol algérien, l'installation pour un provisoire qui dure depuis dix ans dans des camps de réfugiés – remarquablement organisés –, la construction d'un Etat, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) proclamée le 27 février 1976. C'est enfin la guerre qui quotidiennement met en présence l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS) et les 200 000 soldats marocains des Forces armées royales.

*** Vous venez de séjourner dans les camps de réfugiés sahraouis. Quelle est leur situation et celle du peuple sahraoui ?**

– Après quinze jours passés dans les camps de réfugiés, je reviens, la tête pleine d'images fortes : tout le monde est au travail, conscient des luttes à mener sur tous les fronts : l'enseignement, la santé, la production, les cultures, l'élevage, l'organisation. Dans cet infini du désert, chacun occupe un poste précis, indispensable à la bonne gestion et au développement de la société. Rien à voir avec les images souvent passives qui évoquent pour nous la réalité des camps de réfugiés. Du lever au coucher du soleil, et plus tard encore, l'activité bat son plein sous les tentes, dans les ateliers, les écoles, les centres de formation, les hôpitaux, les centres de prévention. Ce sont surtout des femmes – analphabètes presque toutes il y a dix ans – qui tiennent en main l'organisation des camps. Un principe, ancestral, règne partout : il faut se prendre en charge, sans tutelle extérieure. Malgré l'arrivée indispensable de nourriture et de matière première de la solidarité internationale, la volonté de développer l'autosuffisance est toujours présente et actualisée.

Une autre chose qui m'a beaucoup impressionnée, c'est la curiosité et la connaissance de l'extérieur. Par les fréquents meetings, l'écoute de la radio nationale Sahara libre, les réfugiés sont au courant non seulement des développements de leur situation mais des autres problèmes mondiaux.

Les 165 000 réfugiés qui peuplent les camps ne sont qu'une partie du peuple sahraoui. Nombreux sont encore ceux qui vivent dans les régions occupées par le Maroc et subissent une répression sanglante, des emprisonnements fréquents et il arrive souvent que les gens disparaissent tout simplement. Régulièrement pourtant des Sahraouis réussissent à fuir les zones occupées et rejoignent le Front Polisario. Lors de mon voyage, j'ai rencontré 21 jeunes de 19 à 21 ans. Ils avaient clandestinement quitté le Maroc et après un passage difficile par l'enclave espagnole de Ceuta, ils avaient rejoint les camps, mettant à disposition de leur peuple toutes leur compétence. Ils n'avaient que dix ans lors de la marche verte et jamais l'espoir de retrouver les leurs ne les avait quittés.

*** Quelles sont les perspectives actuelles dans la lutte du peuple sahraoui ?**

– Il ne faut pas oublier un point central : un plan de paix a été défini par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), confirmé par l'ONU, le Mouvement des Non-Alignés. Il demande expressément aux deux parties en conflit – le Maroc et le Front Polisario – d'engager des négociations directes avant de mettre sur pied un référendum d'autodétermination. Le Maroc refuse ce dialogue qui pourrait mener à la paix. Il multiplie les stratégies de diversion. Beaucoup d'Etats sont lassés de ce jeu stérile et le Maroc se trouve de plus en plus isolé au niveau diplomatique : il s'est retiré de l'OUA lorsque la RASD a été admise ; il est minorisé dans toutes les instances internationales chaque fois que ce problème est soulevé.

Ce sont déjà 63 pays qui ont reconnu la RASD. Parmi eux, un seul européen, la Yougoslavie. Aucun pays de l'Est n'a franchi le pas. Actuellement, il est important que l'Europe prenne enfin conscience du rôle qu'elle peut jouer dans cette partie du monde. C'est pourquoi une Conférence internationale a réuni à Paris, dans les locaux de l'Assemblée nationale, en décembre dernier, plus de 500 personnes pour étudier les possibilités d'un travail politique plus efficace en Europe. De nombreux parlementaires présents se sont engagés à intervenir régulièrement auprès de leur gouvernement pour que l'Europe joue un rôle constructif dans le rétablissement de la paix dans cette partie du monde.

La France soutient plus que jamais Hassan II *(roi du Maroc)* et le faste de la réception du souverain chérifien récemment à Paris confirme la compromission du gouvernement français dans cette affaire. Quant au gouvernement espagnol, il a expulsé en octobre 1985 le représentant du Front Polisario, ce qui a donné lieu, heureusement, à une mobilisation populaire importante dans plusieurs régions d'Espagne.

Lors de son 6e Congrès qui s'est tenu en décembre 1985, le Front Polisario a réaffirmé l'importance du travail politique en Europe. Cet axe sera donc important dans l'immédiat.

Propos recueillis par
P. Girardet

notes ... notes ... notes ... notes ... note

YOUGOSLAVIE :

SOLIDARITÉ AVEC LES SIX

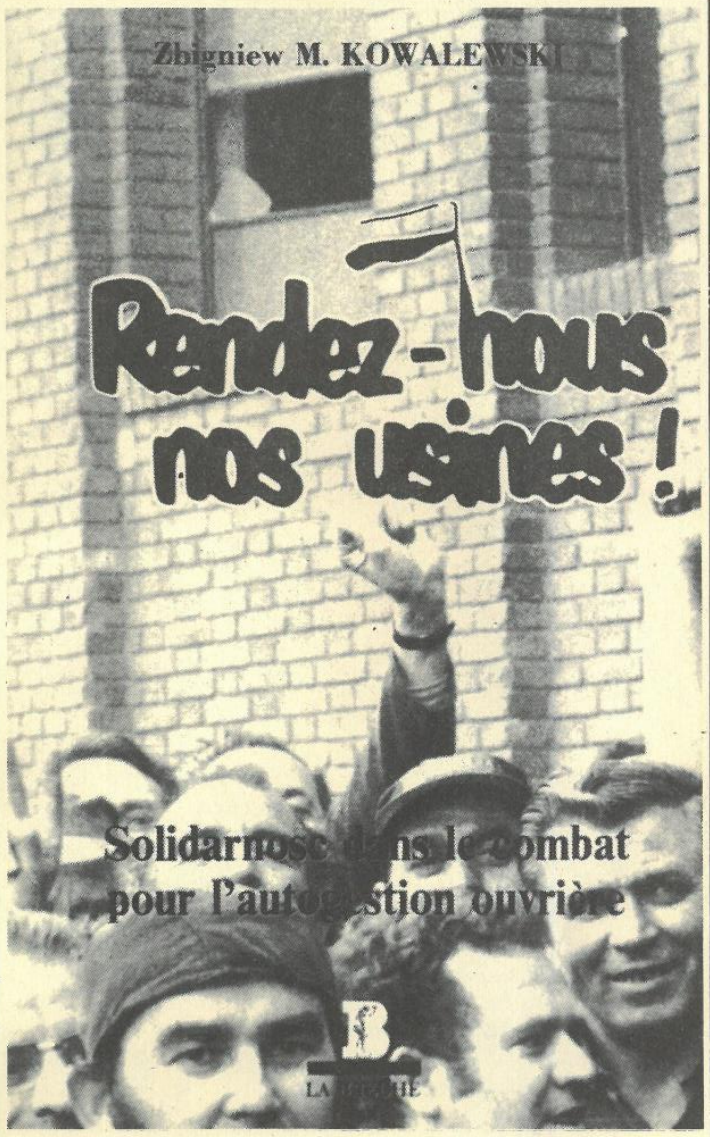
Le procès des intellectuels de Belgrade (voir *La Brèche,* No 331, 1er décembre 1984) risque fort d'avoir une issue exceptionnelle. Commencé à la suite d'une descente de police lors d'une réunion de l'Université parallèle, les poursuites ont connu toute une série de rebondissements. Grâce aux pressions internationales et intérieures, le pouvoir a reculé à plusieurs reprises.

Les chefs d'inculpation contre les six universitaires ont été révisés en baisse. D'abord inculpés de conspiration contre l'Etat, ils n'étaient plus ensuite accusés que de diffusion de propagande hostile. Puis quatre d'entre eux ont bénéficié d'un non-lieu. Enfin, les deux qui restent sur la sellette, Milan Nikolic et Miodrag Milic, ont obtenu en appel une réduction de peine à huit et dix-huit mois. Ils devaient commencer à la purger le 30 septembre, mais le pouvoir a reculé et reporté l'application du verdict une première fois en août... une seconde fois en décembre...

Si la campagne de soutien se poursuit, on peut espérer obtenir un résultat sans précédent, et voir un procès qui prévoyait entre cinq et quinze ans de prison pour chaque inculpé s'achever, grâce à la situation de crise que traverse la Yougoslavie et l'impact de la mobilisation, sur un non-lieu général.

Un livre de Zbigniew Kowalewski :

«RENDEZ-NOUS NOS USINES!»



Zbigniew Kowalewski, dirigeant du syndicat polonais Solidarność dans la région de Lodz en 1980-1981, a publié un livre : *Rendez-nous nos usines !* Quatre ans après le coup d'Etat du général Jaruzelski, c'est une contribution essentielle pour connaître et comprendre quelle fut la place de Solidarność dans le combat pour l'autogestion ouvrière.

La révolution polonaise a sonné le glas de bien des illusions répandues au sein du mouvement ouvrier par les staliniens et autres "amis de l'URSS". Au travers de leur combat, dix millions de travailleurs polonais ont remis à l'ordre du jour les débats concernant leur exploitation et la réalité de la socialisation des moyens de production dans les pays dits du socialisme réel. Ce combat a également posé concrètement les questions de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier dans la lutte contre la bureaucratie.

La lutte des travailleurs polonais et de leur organisation Solidarność a permis de poser les jalons d'une stratégie de prise du pouvoir. Leur échec a ouvert à son tour le débat autour des moyens et de la possibilité d'une prise du pouvoir par les travailleurs dans ces pays, où ce dernier est justement exercé, depuis des décennies, en leur nom.

Un véritable socialisme

Le livre de Zbigniew Kowalewski, récemment publié par les éditions PEC, a l'immense mérite de poser ces questions et d'y apporter des éléments de réponse. L'auteur, qui fut l'un des dirigeants de Solidarność de la région de Lodz, annonce d'emblée la couleur : c'est dans le but *"d'instaurer un véritable socialisme"* qu'il faut poser ces questions et chercher à y répondre.

"De par son incapacité à saisir le phénomène d'exploitation après l'abolition de la propriété privée des moyens de production, le marxisme a failli en tant que théorie critique à l'Est", entend-on souvent dire en Pologne, et pas seulement en Pologne. C'est en prenant ce problème à bras le corps, en cherchant le chemin d'une analyse de l'exploitation du travail dans les sociétés post-capitalistes de l'Est, que Kowalewski, en s'inspirant de Marx, amorce sa réflexion. Il y décrit la tendance permanente à la surexploitation de la classe ouvrière, ainsi que les phénomènes de *"contrôle ouvrier négatif"* inhérents au système, et propose une interprétation de cette contradiction.

Il aborde ensuite le problème de l'apparente contradiction entre la pratique socialiste de la classe ouvrière polonaise et l'idéologie, souvent confuse et parfois réactionnaire, qui dominait au sein du mouvement.

Il étudie enfin les difficultés que pose la prise du pouvoir par les travailleurs, ces difficultés qu'un autre dirigeant de Solidarność, Jozef Pinior, exprimait de manière concise en disant : *"Le mouvement ouvrier du XIX^e siècle avait le marxisme, quant à nous, il nous manque une telle vision d'ensemble."*

Dans le cœur de la lutte

"La révolution polonaise ne nous apprend pas comment prendre le pouvoir politique central, mais elle nous apprend comment construire les bases de cette prise du pouvoir", écrit Kowalewski. Ces "bases", c'est avant tout le développement du pouvoir ouvrier dans les usines qui les fournit. Au travers d'une analyse de l'apparition et du développement des conseils d'autogestion, de leur coordination régionale et nationale, l'auteur nous invite à un passionnant voyage à l'intérieur de la révolution polonaise. Il ressuscite pour nous l'expérience des luttes quotidiennes et des débats qui ont traversé Solidarność à propos de l'autogestion et retrace leur dynamique à plus long terme.

Les chapitres consacrés au contrôle social du ravitaillement — que Solidarność a fini par imposer à Lodz — et à la lutte pour l'autogestion ouvrière, alliant analyse et reportage, plongent le lecteur dans le cœur de la lutte des travailleurs de Pologne. De nombreux documents, inédits en français et reproduits en annexe, permettent de mieux suivre les avancées réalisées durant la montée révolutionnaire en Pologne dans l'élaboration d'une stratégie ouvrière. Sont traitées en particulier les questions de la "grève active" et des "chambres autogestionnaires", qui devaient constituer, aux yeux des dirigeants de Solidarność de Lodz, un moyen d'assurer l'hégémonie ouvrière dans le processus révolutionnaire et de constituer une base pour le pouvoir ouvrier.

Adversaire résolu de toutes les formes d'exploitation de la classe ouvrière, partisan déclaré du socialisme ouvrier et démocratique, c'est en marxiste que Zbigniew Kowalewski analyse la révolution polonaise et ses enseignements. Mais son livre est avant tout celui d'un militant qui a été confronté à la réalité du "socialisme réel".

Cyril Smuga

Zbigniew M. Kowalewski. *Rendez-nous nos usines ! Solidarność dans le combat pour l'autogestion ouvrière.* Editions La Brèche, Paris, octobre 1985.
A commander à :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (France).
Chèque à l'ordre de PEC.
75 francs français.

LAUSANNE et environs

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon
jusqu'au sa 1er mars : films de ou avec *Orson Welles.* Dont *Le troisième homme,* de Carol Reed, avec Orson Welles (GB, 1949), **lu 17 fév.,** 15h., au Cinématographe. *La dame de Shanghaï,* d'Orson Welles (USA, 1947), **me 19 fév.,** 18h30, au Cinématographe; **je 20,** 20h30, Salle Paderewski; **me 26,** 15h, au Cinématographe. *F for Fakes (Vérités et mensonges),* d'Orson Welles (France, 1972), **me 19,** 20h30, salle Paderewski; **sa 22,** 18h30, au Cinématographe; **je 27,** 15h, au Cinématographe. **Hommage à *F.W. Murnau*** (Allemagne, 1889-1931, USA). Dont *L'aurore* (USA, 1927), **ve 21,** 20h30, au Cinématographe. *Nosferatu le vampire* (Allemagne, 1922), **ma 25,** 15h, au Cinématographe; **je 27,** 18h30, au Cinématographe. *Tabou* (USA, 1931), **ve 28 fév.,** 20h30, au Cinématographe; **sa 1er mars,** 18h30, au Cinématographe. **Intégrale *Jean-Marie Straub — Danièle Huillet*** (RFA, Italie, France, années soixante et soixante-dix). Tél. (021) 20 93 46.

CHUV, Hall des auditoires
jusqu'au di 6 avril : la Fondation Claude Verdan et le Pr Franco Regli organisent une exposition sur le thème *La main en neurologie,* interprétée par Anita Spinelli, artiste-peintre. Entrée libre. Tous les jours de 8h à 19h45, di de 13h à 19h45.

Galerie Monique Picard, 15, rue Cité-Derrière
jusqu'au ma 25 février
et Galerie Claudine-Planque, 1, esc. de Billens
jusqu'au je 6 mars
Encres et calligraphies de *Ma Desheng,* peintre de l'avant-garde chinoise, faisant partie du groupe des Etoiles (Xing Xing), qui a été autorisé à exposer ses œuvres à l'étranger.

YVERDON

Théâtre Municipal
ma 18 févr., 20h30 : le Théâtre de l'Echandole présente *Peter Wyssbrod* dans "Hommage au théâtre". Fr. 20.—, ét., appr. Fr. 15.—. (024) 21 47 74.

GENÈVE

Hall du Centre international, 1, rue de Varembé (Place des Nations)
jusqu'au sa 22 fév. : exposition *Chili 1985 : la torture comme moyen de contrôle social.* L'Exposition, présentée par l'Association internationale contre la torture (AICT), a été réalisée par le Comité national Chili de Belgique, sur la base des informations et des documents reçus des organismes qui, au Chili, assistent les victimes de la répression et organisent la solidarité en défense des droits de l'homme. Tous les jours ouvrables de 9h à 19h et les samedi de 9h à 13h.

Théâtre de Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple
je 27, ve 28 fév., sa 1er mars, de 17h30 à 23h : *Video Musique.* Avec un programme des grands noms de la video music américaine et des vieux scopitones des années soixante. 022/ 32 20 60.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
21h. **ve 21 fév. :** *Ballad.* **sa 22 :** *Gilles Torrent Jazztet* (avec François Lindemann au piano). **ve 28 :** *Rosso di sera.* **sa 1er mars :** *Magnoni — Demierre Duo.* Org. : AMR.
Rock à cent sous : le dimanche à 18h30. **di 2 mars:** *Martin Pat et les Seigneurs.* Org. : AMR.

Et surtout ne manquez pas le dernier film de **Federico Fellini,** *Ginger & Fred.*

Freda Stair

Philippines :

Une crise sans précédent

Le dictateur Marcos : des lendemains électoraux qui déchantent...

Lorsqu'un vieux dictateur miné par la maladie, confronté à une crise sociale et politique sans précédent, quasiment abandonné par ses protecteurs américains veut se refaire une légitimité, que fait-il ? Il organise des élections... truquées, traficotées, frauduleuses de A à Z bien sûr. Vieille recette que Ferdinand Marcos — vingt ans de pouvoir dictatorial aux Philippines — a finalement choisie. Mais l'enjeu va bien au-delà. L'après-Marcos s'ouvrira-t-il sur une transition contrôlée et respectueuse des intérêts du grand frère américain ou, au contraire, "dérapera-t-il" comme au Nicaragua après la chute de Somoza ? On comprend dès lors que ces scénarios intéressent vivement l'administration Reagan.

Pendant les vingt ans de règne du clan Marcos, les Etats-Unis n'ont pas compté leur aide militaire et financière au dictateur.

Citons simplement la phrase du vice-président américain George Bush qui, au lendemain de la "réélection" de Marcos en 1981, le félicite en ces termes : *"Nous apprécions votre adhésion aux principes démocratiques."* Jolie mentalité ! Une mentalité qui a comme préoccupation première le maintien des bases américaines aux Philippines : Subic Bay et Clark. Elles constituent en effet le maillon central des forces US du Pacifique et de l'océan Indien, indispensables pour la coordination des opérations de la 7e flotte (voir *La Brèche*, No 352, 16 novembre 1985).

Marcos vacille

Durant ces vingt ans, Marcos est resté le gardien fidèle et efficace des intérêts américains dans l'archipel. Même après l'assassinat de Benigno Aquino (août 1983) et les énormes manifestations populaires qui s'ensuivirent, le *Wall Street Journal* (6 octobre 1983), dans son éditorial, lui renouvelle sa confiance : *"Non seulement M. Marcos a des ennemis qui méritent d'être combattus, mais encore il mène ce combat avec une habileté qui, du moins pour l'instant, ne nous donne guère de raisons de ne pas compter sur lui."* Car la crainte principale qui dicte tous les choix de Washington est bien celle d'éviter à tout prix un nouveau Nicaragua. Dans un rapport de 1984, une sous-commission des Affaires étrangères recommande sans détour : *"... que le matériel militaire américain doit être pour l'essentiel employé à aider les Philippines à faire face à ce qui est à l'heure actuelle leur principal problème : la rébellion de la NAP."*[1] (NAP : Nouvelle armée populaire, bras armé du Parti communiste des Philippines, PCP.)

Or Marcos ne semble plus en mesure de remplir ce mandat. Il a réussi à liguer contre son clan à peu près tout le monde, jusqu'à la droite conservatrice regroupée dans l'UNIDO (Organisation nationaliste démocratique unifiée) et présidée par Salvador Laurel, le numéro deux du ticket d'opposition aux élections présidentielles du 7 février. En monopolisant le pouvoir politique et économique à son seul profit et à celui de ses proches, en particulier durant la période de loi martiale (septembre 1972 — janvier 1981), Marcos a poussé la droite conservatrice, son ancienne alliée qui n'aspire qu'à retourner au pouvoir, dans une totale opposition. Signalons par exemple qu'Eduardo Cojuangco, ami du président, "roi de la noix de coco", puis de la bière, était en passe de dominer toute l'économie du pays avec son complice Roberto Benedicto, le "roi du sucre". On estime, d'autre part, à **dix milliards de dollars**[2] la somme détournée par le clan Marcos et mise en sécurité à l'étranger. Devant cette "concurrence déloyale", les autres grandes familles non liées au pouvoir, se sentent évidemment un peu à l'étroit.

Le "Parlement des rues"

A côté de ces rapaces, la majorité de la population végète dans une misère noire. 80 o/o vit en dessous du seuil de pauvreté. Ces deux dernières années, le revenu per capita a chuté de 10 o/o, rejoignant ainsi le niveau de 1972. Quelque 40 o/o de la population active est au chômage.

Dans cette situation bloquée et sans perspective de transition démocratique, la NAP a consolidé son implantation dans les campagnes, et le PCP (illégal et clandestin) dans les grandes villes comme Davao et Manille. *"Tout un réseau d'associations et d'organisations "populaires", "de base", "de masse" (...)*, écrit Paringaux dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1985, *patiemment mis sur pied dans la clandestinité et au prix, souvent, de grandes difficultés, fit surface un peu partout dans l'archipel."* Les grèves et les manifestations monstres — le "parlement des rues" — se multiplièrent. Et, ce qui est intolérable pour l'administration US, les slogans dirigés contre l'impérialisme américain et sa présence militaire dans le pays envahirent les manifestations. En d'autres termes, le mouvement populaire contre Marcos prend de plus en plus une orientation anti-impérialiste.

A la recherche d'une solution

Il fallait donc trouver une carte de rechange. Difficile depuis l'assassinat de Benigno "Ninoy" Aquino, populaire opposant à la dictature mais respectueux des intérêts américains. D'où les pressions répétées du gouvernement Reagan pour des élections présidentielles avant le terme normal de 1987. Marcos tentera d'ailleurs de brouiller l'opposition en précipitant les échéances au 7 février. Mais cette dernière, bien que très divisée, réussira néanmoins à trouver un accord de dernière minute : Corazon "Cory" Aquino, la veuve de Benigno, se présente pour la présidence mais sous le drapeau de l'UNIDO et non celui de son parti, le PDB-Laban (Parti démocratique des Philippines) ; Salvador Laurel renonce à la présidence pour la vice-présidence. La dernière manoeuvre de Marcos échoua donc. Cependant il lui reste bien sûr son formidable appareil, rodé de longue date, pour fausser complètement le résultat des élections.

Les principales forces révolutionnaires (PCP, NPA, FDN, le Front démocratique national) ont pour leur part appelé au boycott. Elles considèrent que les dés électoraux sont par trop pipés et les candidatures "Cory"-Laurel bourgeoises ainsi que leur programme. "Cory" a notamment réaffirmé, devant les chambres de commerce, qu'elle ne dénoncerait pas l'accord sur les bases américaines aux Philippines et qu'elle étudierait avec Washington les moyens de le prolonger au-delà de son expiration en 1991. Voilà de quoi rassurer l'administration Reagan.

Il n'empêche que la candidature de la veuve de "Ninoy" cristallise les aspirations au changement auprès de très larges secteurs de la population. En témoigne l'impressionnante mobilisation populaire qui a accompagné toute sa campagne. Aussi ces élections, quelles que soient les fraudes du clan Marcos, mettent en évidence l'ampleur de la crise que traverse le pays.

P. Girardet

---

1. Cité dans *Le Monde diplomatique*, septembre 1984.

2. A titre de comparaison, la dette extérieure des Philippines s'élève à 26 milliards de dollars.

LA BOUTEILLE À ENCRE

Comme il fallait s'y attendre la fraude et les violences ont marqué de bout en bout ces élections présidentielles aux Philippines. L'armée, placée en état d'alerte, était chargée de surveiller les 90 000 bureaux de vote. Autrement dit le général Fabian Ver, chef de l'état-major et vraisemblable organisateur de l'assassinat de Ninoy Aquino, a eu la haute main sur le déroulement du scrutin. Peut-on imaginer "meilleure garantie" pour la régularité des opérations ?

La formidable machine à frauder du KBL, le parti de Marcos, a marché à plein rendement. "Normalement", on estime à **15 o/o des suffrages** (soit trois millions de votes sur 26 millions d'électeurs) la quantité de voix qui tombent automatiquement et par divers trucages dans l'escarcelle du dictateur. Cette fois-ci la proportion risque bien d'être supérieure. Intimidations à coups de mitraillettes (115 morts aux dernières nouvelles), "votants fantômes", "votants volants", urnes préalablement bourrées de bulletins Marcos font partie de l'arsenal électoral du KBL. Lors de l'enregistrement des électeurs interviennent par exemple les "votants fantômes ou volants", c'est-à-dire ceux qui sont enregistrés dans plusieurs bureaux de vote en même temps. *"On n'en a jamais vu autant dans le quartier. Ils arrivent par jeep, votent sous une fausse identité et repartent aussitôt vers un autre bureau de vote"*, témoigne un observateur du NAMFREL, l'organisation indépendante qui veille à l'honnêteté du scrutin (*Le Matin*, 8 février 1986). Rien que pour le quartier de Makati, à Manille, le nombre des électeurs inscrits dépasse d'un tiers le total de la population. Que dire alors dans le reste du pays où journalistes et observateurs étrangers n'ont pas pu se rendre ! Intimidations aussi dans le local de vote, dépourvu d'isoloir, où les 10 o/o d'analphabètes doivent demander l'aide d'un membre du bureau pour écrire le nom de leur candidat et ceci en présence du chef du Barangay (organisation de quartier), ramification locale à la solde du pouvoir. *"Je sais pour qui je veux voter, mais je devrai voter sous le regard du chef du Barangay, (...), alors je ferai comme tout le monde"*, explique cet électeur d'un bidonville de Makati (*Le Monde*, 5 février 1986).

Malgré cette gigantesque fraude institutionnalisée, le NAMFREL donne, à l'heure où nous mettons sous presse, 5,3 millions de voix à Cory Aquino contre 4,5 à son adversaire. C'est dire l'ampleur du vote anti-Marcos. Celui-ci a déjà annoncé qu'il envisageait d'invalider ces élections... la fraude n'étant même plus suffisante pour lui assurer sa "réélection". De toute manière, c'est l'Assemblée nationale qui proclamera le futur président. Or ce "parlement" compte 123 membres du KBL et une soixantaine de députés de l'opposition. Devinez à qui iront ses préférences !

P. Girardet